

13 février 2023



## **Débat d'orientations budgétaires 2023**

Gildas LE DU

## Pourquoi un débat d'orientations budgétaires

- ❑ L'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales impose aux collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants (et aux EPCI dont une commune au moins atteint cette population) d'organiser chaque année dans les deux mois précédant l'examen du budget un débat d'orientation budgétaire. La tenue de ce débat a vocation à éclairer les élus quant aux grandes orientations du budget en préparation avant son adoption.
- ❑ Le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'une délibération distincte de celle relative au budget et ne peut avoir lieu à une échéance trop proche du vote du budget (sans qu'un délai minimal soit prévu par la loi).
- ❑ Le maire présente au conseil municipal un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.
- ❑ Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.
- ❑ Le rapport est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

## Pourquoi un débat d'orientations budgétaires

L'article D. 2312-3 du code général des collectivités territoriales en fixe plus précisément le contenu :

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les **évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes**, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les **hypothèses d'évolution** retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux **relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre** dont elle est membre.

2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de **programmation d'investissement** comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière **d'autorisation de programme**.

3° Des informations relatives à la **structure et la gestion de l'encours de dette** contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer **l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice** auquel se rapporte le projet de budget.

B. – Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport prévu au troisième alinéa de l'article L. 2312-1, présenté par le maire au conseil municipal, comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :

1° A la structure des effectifs ;

2° Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;

3° A la durée effective du travail dans la commune.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget. Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune.

Ce rapport peut s'appuyer sur les informations contenues dans le rapport sur l'état de la collectivité prévu au dixième alinéa de l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Ville de Châteaugiron

1-

Contexte

International et National

## Contexte global

### Contexte international :

- Le monde semble lentement sortir de la crise sanitaire du Coronavirus qui semble devenir une maladie endémique qui tend à être contenue ....**
- La guerre en Ukraine a provoqué une crise des matières premières (énergies / alimentations) qui a induit le **retour de l'inflation**.
- L'activité économique mondiale subit un ralentissement généralisé, avec une inflation qui atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies. La croissance mondiale devrait ralentir de +6,0 % en 2021 à +3,4 % en 2022 et 2,9 % en 2023, avant de remonter à 3,1 % en 2024 (perspectives FMI).
- L'inflation mondiale passerait de +4,7 % en 2021 à +8,8 % en 2022, avant de diminuer. +6,6 % en 2023,+4,3 % en 2024. Les politiques monétaire sont resserrées car elles s'attellent à rétablir la stabilité des prix (relèvement progressif des **taux d'intérêt**) et les politiques budgétaires à atténuer les pressions induites sur le coût de la vie, tout en maintenant une orientation suffisamment restrictive alignée avec la politique monétaire afin d'empêcher l'inflation de s'installer.
- Les politiques de la transition vers les énergies vertes semblent se diffuser.
- Ces tendances, mondiales, sont relativement les mêmes en Europe et en France.

### Contexte économique national :

- Dans cet environnement, l'économie française est à la fois hésitante et relativement résistante, même si la confiance des ménages reste quant à elle dégradée.

## Contexte global

### Mesures nationales relatives aux collectivités locales en loi de finances pour 2023 :

#### Dotations :

- ❑ La stabilité nationale des dotations aux collectivités est maintenue si ce n'est un abondement ponctuel de la DGF de 320 M€ en 2023 (+1,2%, bien en deçà de l'inflation). Cette hausse de l'enveloppe est mise à contribution au maximum pour exonérer les collectivités de leur contribution au financement de la croissance de la péréquation (pas de ponction de la dotation forfaitaire en 2023, diminution réduite de la dotation de compensation).
- ❑ À défaut de nouvelle loi de programmation des finances publiques, aucun effort explicite de maîtrise des finances publiques n'est imposé pour l'instant aux collectivités.
- ❑ **Une mesure particulière intéresse les communes nouvelles : Le prolongement d'un an de leurs garanties de dotations globales de fonctionnement.**
- ❑ On reproduit dans le futur les conditions de répartition des dotations nationales se traduisant par une hausse de l'enveloppe nationale consacrée à la péréquation (DSR/DSU) par ponction des dotations forfaitaire et de compensation.

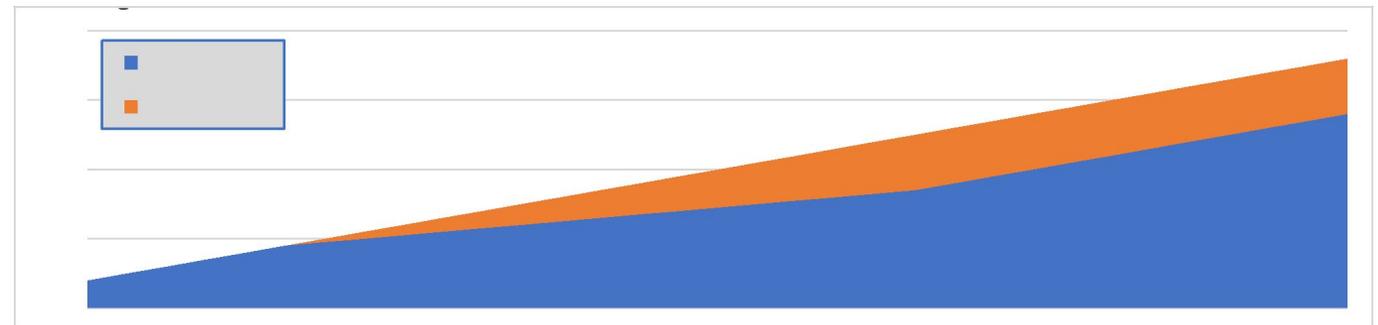
## Contexte global

### Mesures nationales relatives aux collectivités locales en loi de finances pour 2023 :

#### Mesures Anti-inflation :

- **Bouclier tarifaire** : Les petites communes (recettes inférieures à 2 M€ et moins de 10 agents) bénéficient comme les particuliers et PME du bouclier tarifaire qui limite la hausse à 15% des tarifs réglementés de l'électricité.
- **Filet de sécurité** : après 2022 (communes dont l'épargne brute était faible et en baisse au moins de 25%); un nouveau filet de sécurité est proposé en 2023 aux communes dont l'épargne brute diminue de -15%, collectivités et groupements dont le potentiel financier est supérieur au double de la moyenne restent exclus :  
**50% (hausse élec et gaz – 50% hausse recettes réelles de fonct.)**

- **Amortisseur électricité** : sans condition, prise en charge de **50% de la facture qui dépasse 180 €/MWh (limité à 500)**.



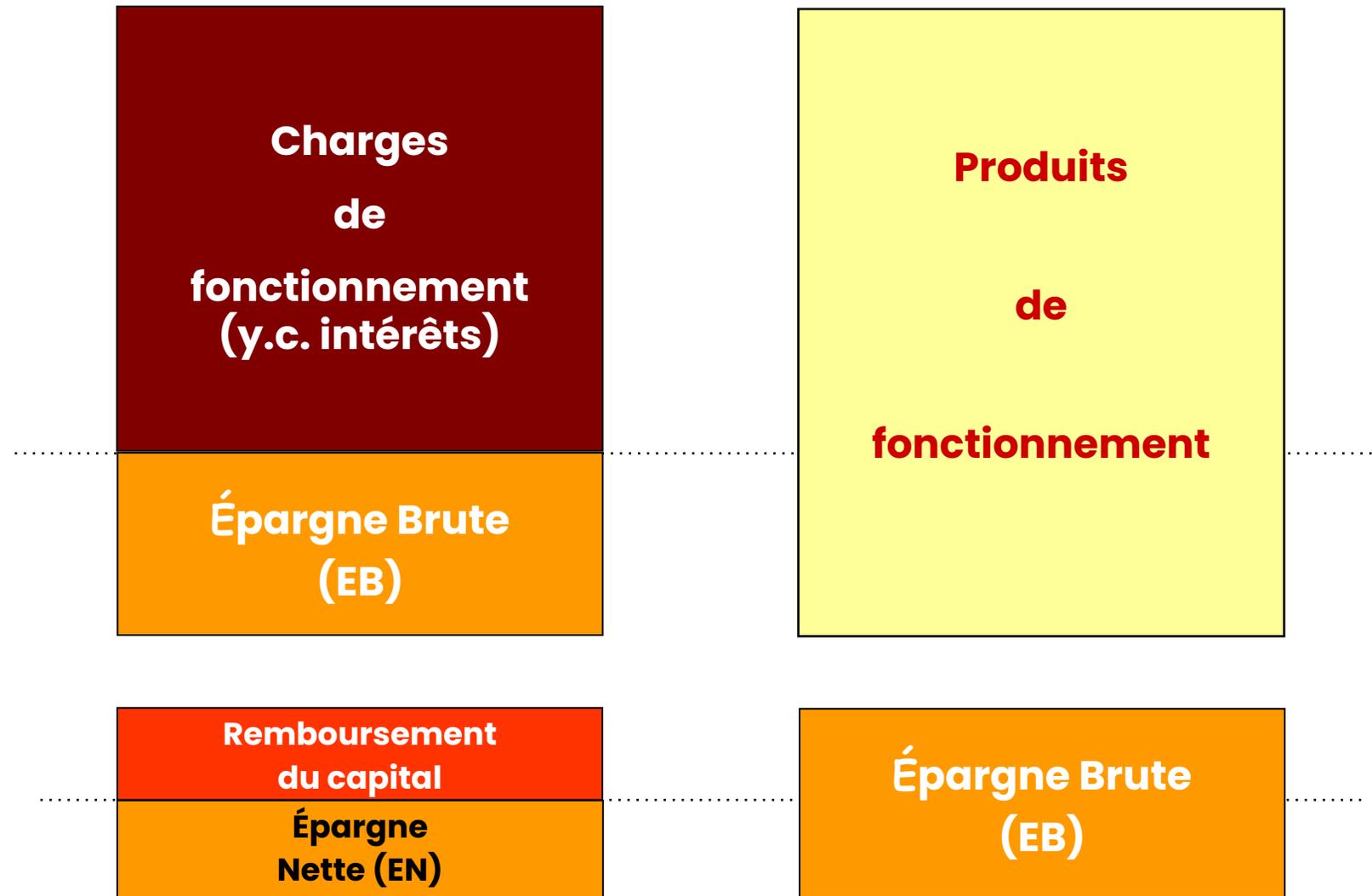
#### Fiscalité :

- Règles de revalorisation forfaitaire des bases d'imposition inchangées : hausse à ce titre de +7,1% en 2023.
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est supprimée et remplacée par une fraction complémentaire de la TVA nationale. Le gouvernement promet que son évolution bénéficiera davantage aux territoires dynamiques. Pour les collectivités cette opération de suppression n'est pas forcément mauvaise (au moins globalement), car la TVA et la CVAE ont une dynamique comparable.

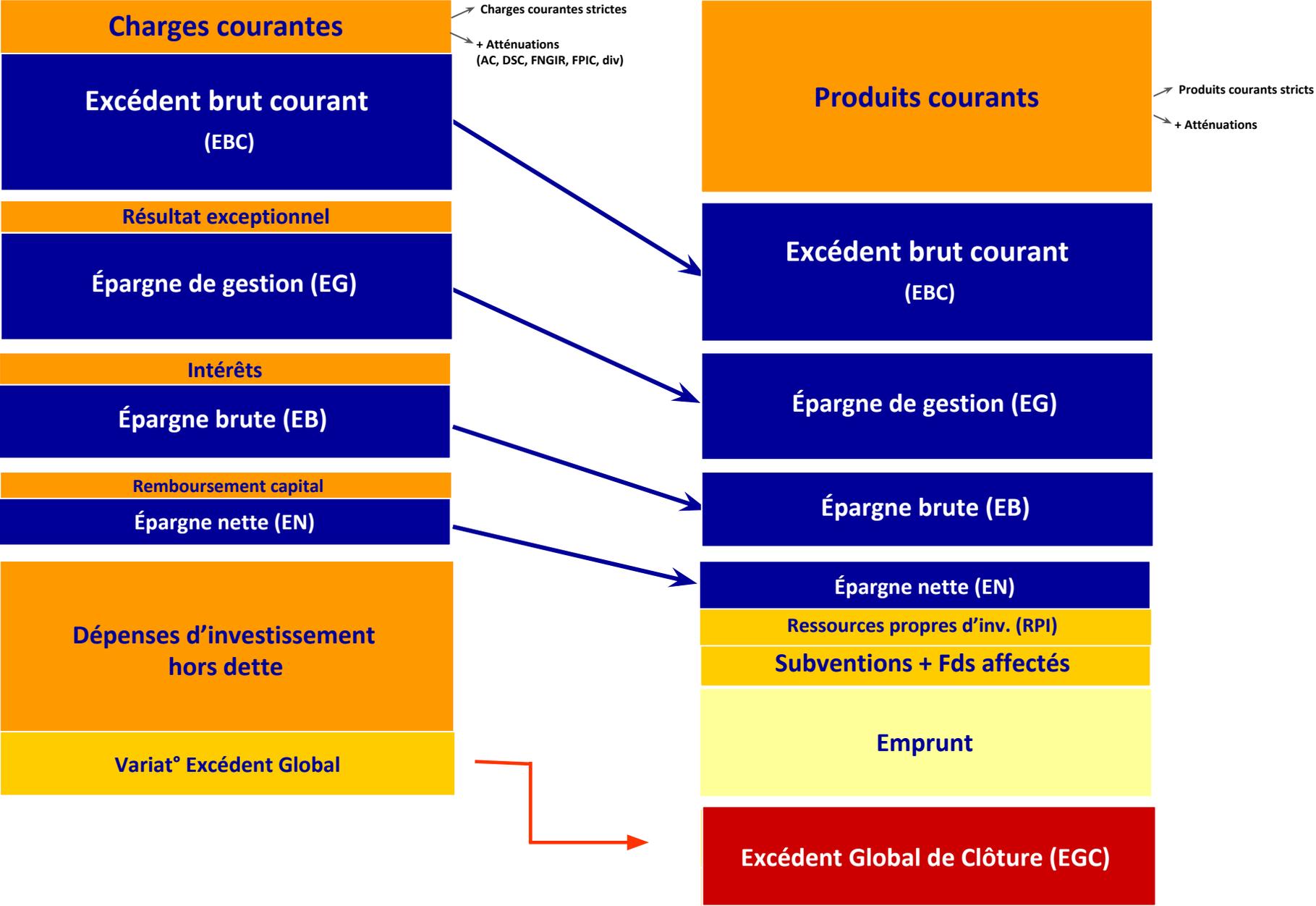
## 2-

### Préambule : fondement du diagnostic financier local

## Constitution des épargnes brute et nette



# Schéma d'équilibre général





## Types d'évolution

Y compris inflation (apparente)	Hors inflation (retraîtée)
Nominale	Réelle
Valeur	Volume
Euros courants	Euros constants
Nominale (bases d'imposition)	Physique (bases d'imposition)

# 3-

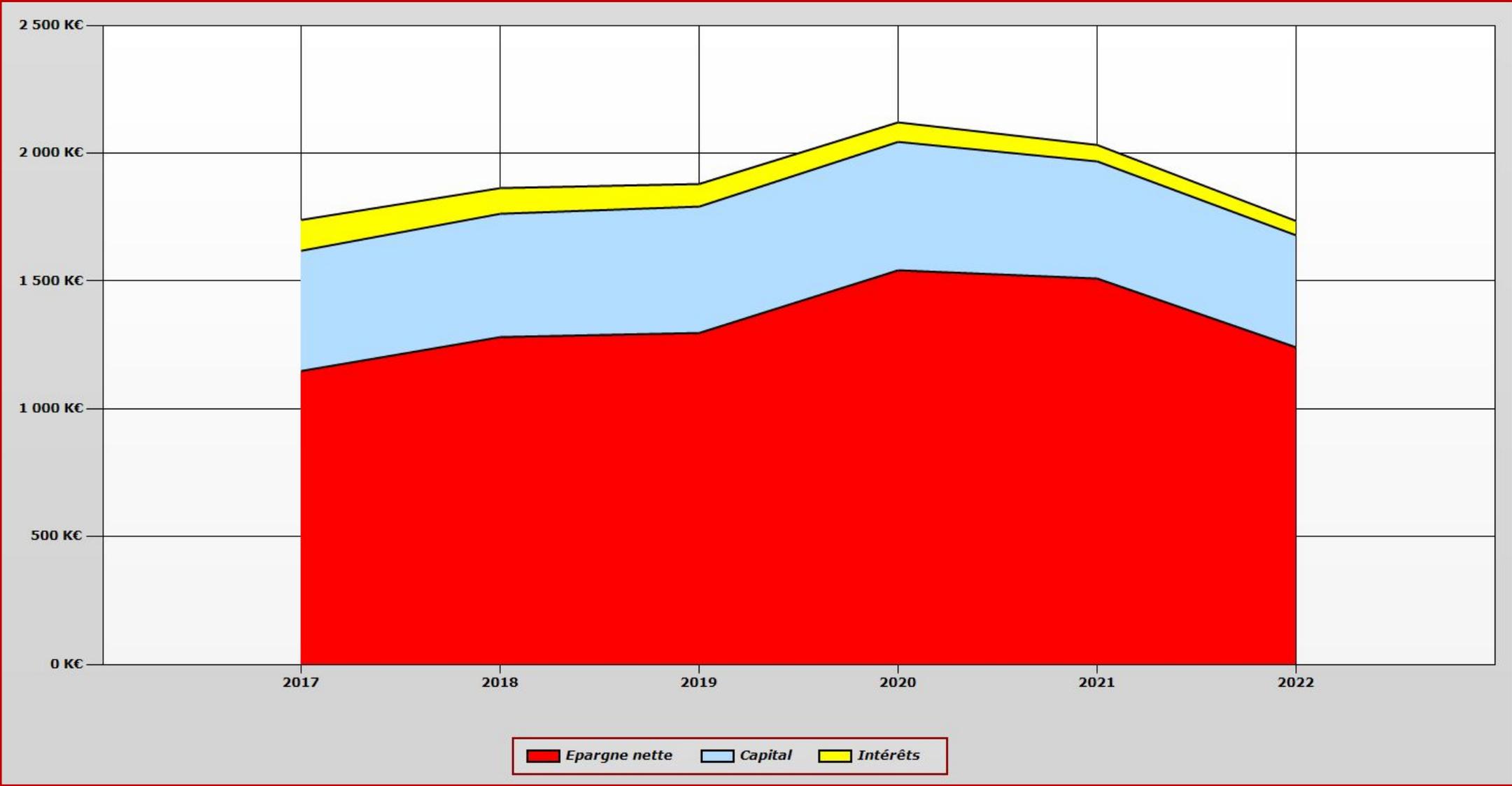
## Analyse rétrospective 2017 – 2022

Ville de Châteaugiron

# 3.1

## Marges d'épargne

# Marges d'épargne

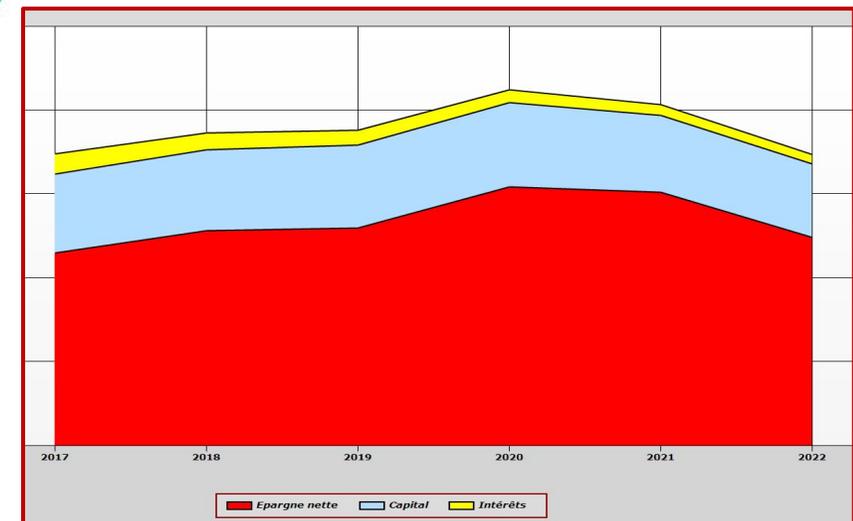


## Marges d'épargne

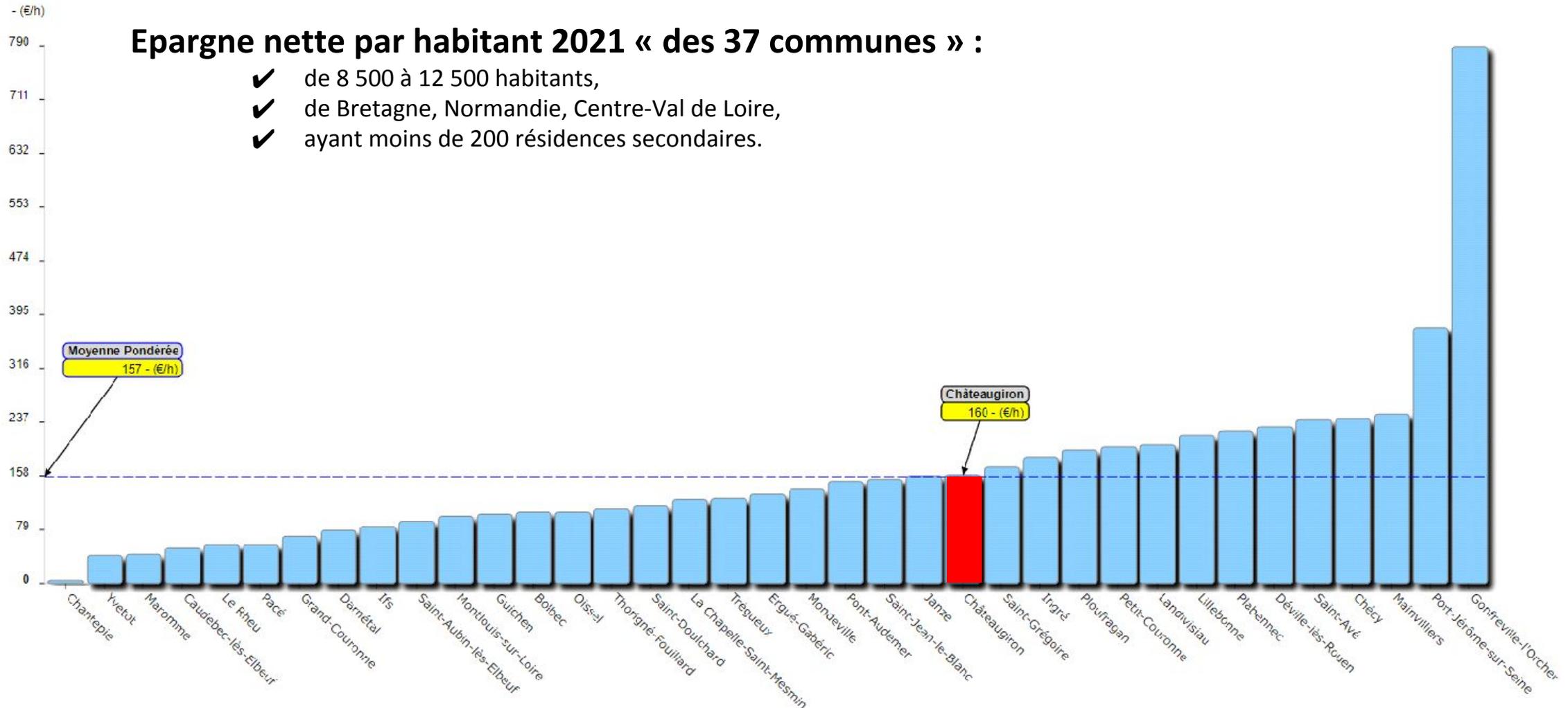
K€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits de fct. courant	8 155	8 332	8 441	8 467	8 949	9 375
- Charges de fct. courant	6 527	6 494	6 576	6 433	7 049	7 672
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>1 629</b>	<b>1 838</b>	<b>1 865</b>	<b>2 033</b>	<b>1 900</b>	<b>1 703</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	<b>109</b>	<b>27</b>	<b>15</b>	<b>88</b>	<b>131</b>	<b>30</b>
= Produits exceptionnels larges*	115	33	19	96	144	32
- Charges exceptionnelles larges*	5	6	5	8	12	2
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>1 738</b>	<b>1 865</b>	<b>1 880</b>	<b>2 121</b>	<b>2 032</b>	<b>1 734</b>
- Intérêts	120	102	89	75	63	54
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>1 618</b>	<b>1 763</b>	<b>1 791</b>	<b>2 046</b>	<b>1 969</b>	<b>1 679</b>
- Capital	468	483	493	504	459	438
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>1 150</b>	<b>1 281</b>	<b>1 298</b>	<b>1 542</b>	<b>1 510</b>	<b>1 241</b>

\* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)

- ❑ **L'épargne nette est globalement stable sur la période** après un niveau plus élevé en 2020 et 2021. Ces améliorations de marges d'épargne pendant la crise sanitaire sont le cas le plus général : les services publics (déficitaires) ont été empêchés de fonctionner normalement. L'épargne nette correspond à la capacité d'autofinancement des investissements de la ville après paiement des annuités d'emprunt.
- ❑ L'annuité de la dette diminue (-96 K€), ce qui joue favorablement.



## L'épargne nette « chez les autres »



Cet échantillon de communes a été constitué pour comparer les finances de Châteaugiron à celles de villes comparables : à savoir les communes non touristiques de taille comparable du Grand Ouest. En 2021, **l'épargne nette de Châteaugiron est légèrement à la moyenne.**

Ville de Châteaugiron

## 3.2

La dette

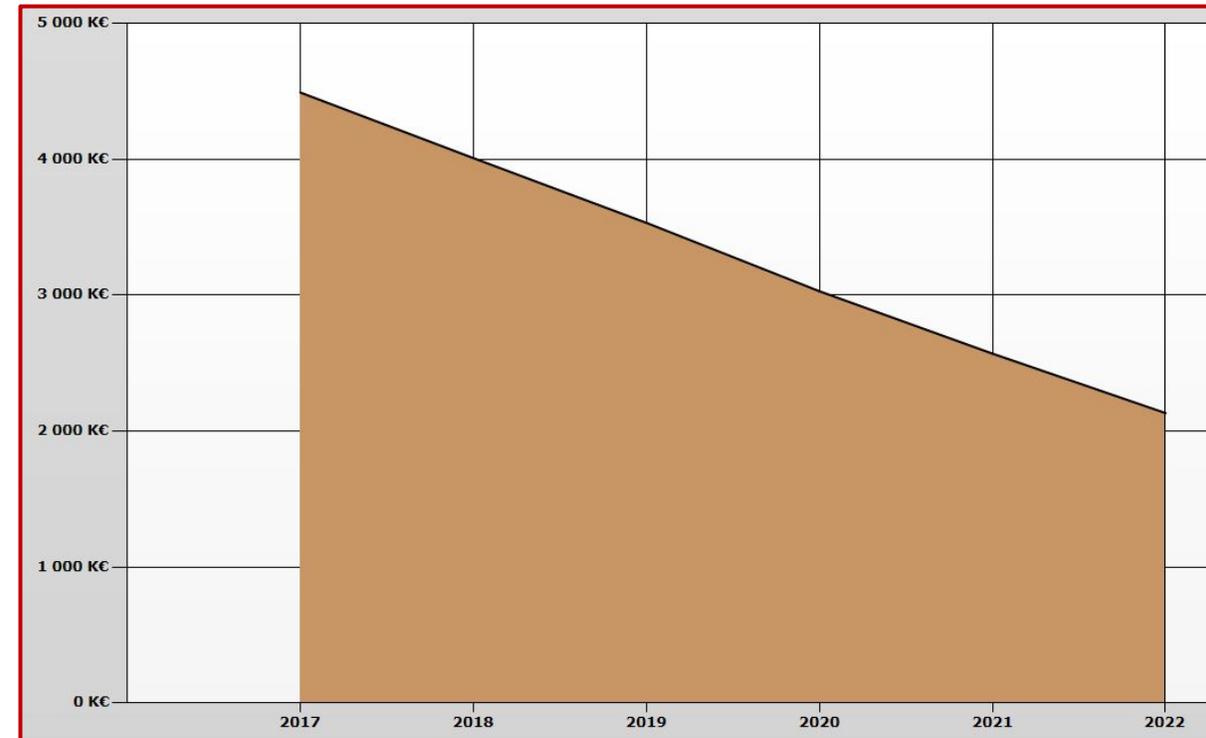
## Encours de dette et capacité de désendettement

K€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours au 31.12	4 493	4 010	3 534	3 030	2 571	2 133
Epargne brute	1 618	1 763	1 791	2 046	1 969	1 679
<b>ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE</b>	<b>2,8</b>	<b>2,3</b>	<b>2,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>

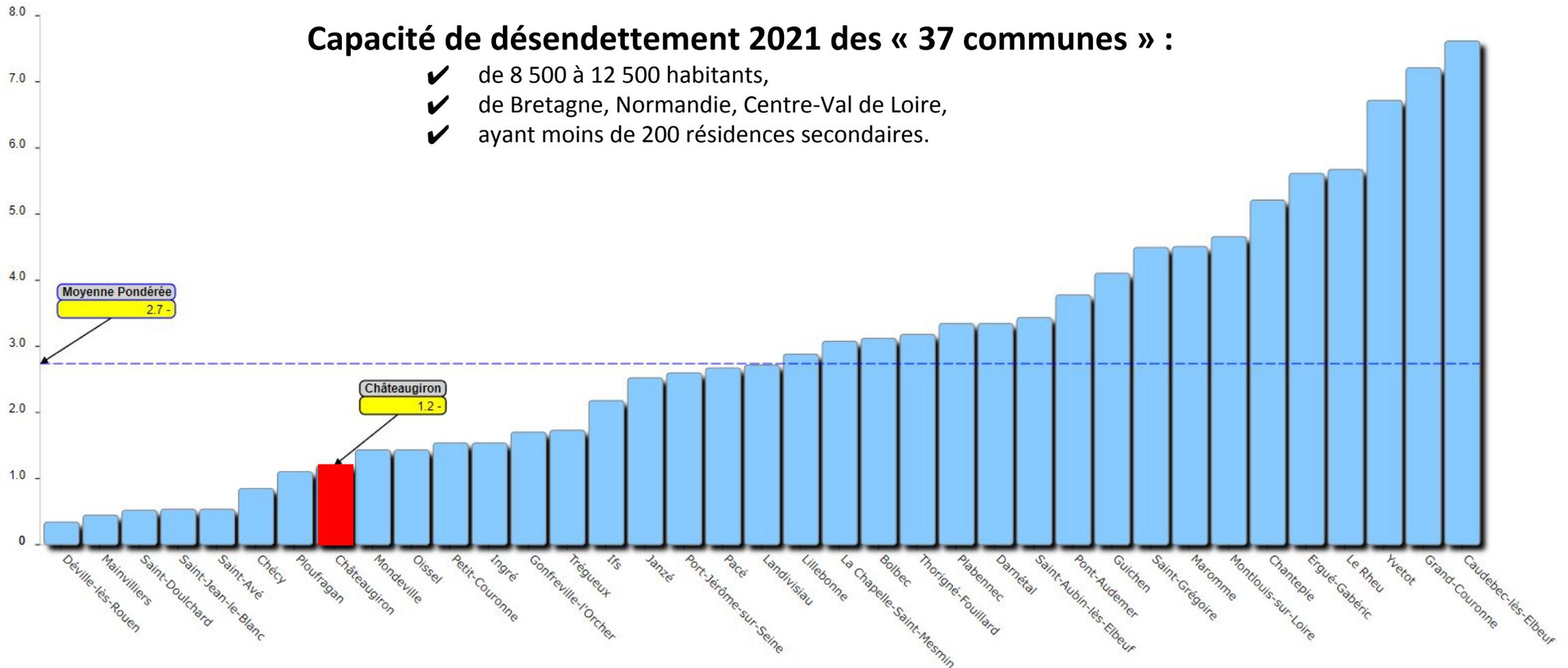
- ❑ L'endettement diminue rapidement et régulièrement.

Cependant le diagnostic s'intéresse davantage à la capacité d'une collectivité à honorer ses échéances de dette, laquelle est indissociable des marges de fonctionnement qu'elle parvient à dégager chaque année (l'épargne brute). On prendra donc comme indicateur de dette la capacité de désendettement (Encours / Epargne Brute) :

- ❑ L'épargne brute globalement stable conduit à une évolution favorable de la capacité de désendettement (laquelle était déjà très bonne en 2017).



## La capacité de désendettement « chez les autres »

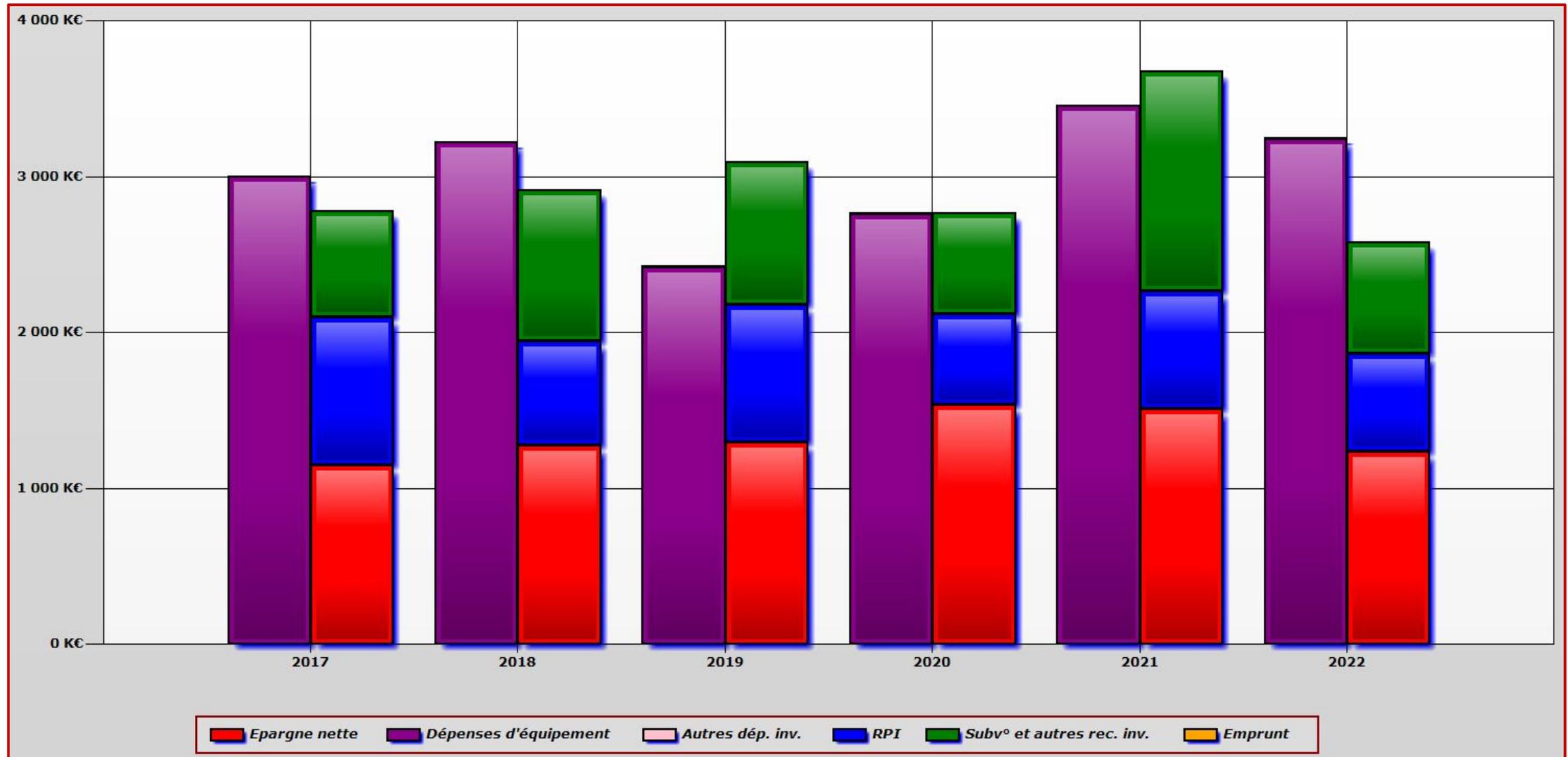


La capacité de désendettement est l'un des rares indicateurs permettant de comparer des communes entre elles, le **niveau d'endettement de Châteaugiron apparaît** à ce titre **excellent en comparaison des autres villes**.

## 3.3

### Financement de l'investissement

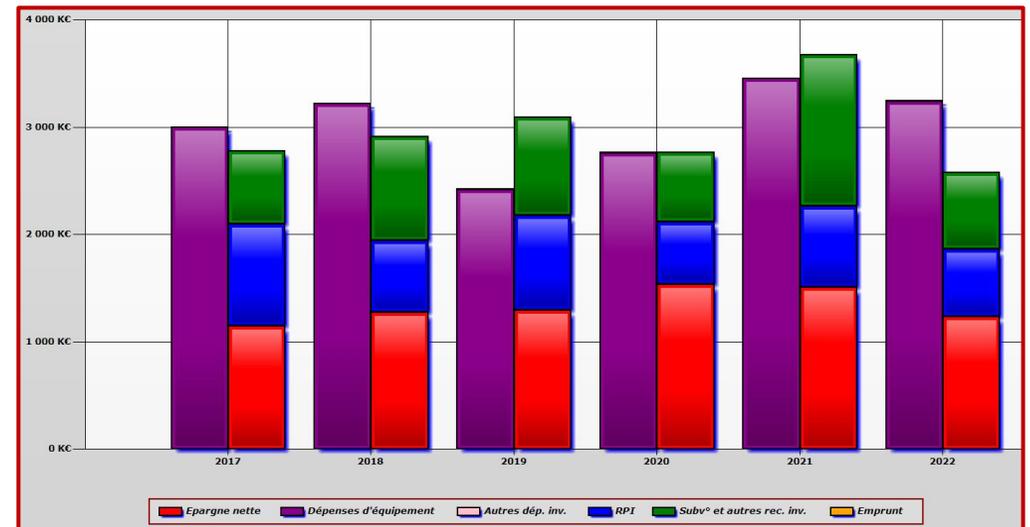
## Financement de l'investissement



## Financement de l'investissement

K€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Dép. d'inv. hs annuité en capital</b>	<b>3 006</b>	<b>3 228</b>	<b>2 427</b>	<b>2 768</b>	<b>3 461</b>	<b>3 252</b>
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>3 005</b>	<b>3 226</b>	<b>2 425</b>	<b>2 763</b>	<b>3 458</b>	<b>3 247</b>
Dépenses directes d'équipement	2 973	3 226	2 399	2 763	3 423	3 177
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	32		25		36	70
<b>Autres dépenses d'inv.</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>6</b>
<b>Financement des investissements</b>	<b>2 781</b>	<b>2 915</b>	<b>3 097</b>	<b>2 769</b>	<b>3 682</b>	<b>2 581</b>
<b>Epargne nette</b>	<b>1 150</b>	<b>1 281</b>	<b>1 298</b>	<b>1 542</b>	<b>1 510</b>	<b>1 241</b>
<b>Ressources propres d'inv. (RPI)</b>	<b>954</b>	<b>668</b>	<b>886</b>	<b>582</b>	<b>757</b>	<b>628</b>
FCTVA	830	464	481	317	568	507
Produits des cessions	5		13		6	1
Diverses RPI	119	204	391	264	182	120
<b>Fonds affectés (amendes...)</b>		<b>0</b>		<b>17</b>	<b>80</b>	<b>15</b>
<b>Subventions yc DGE / DETR / DSIL</b>	<b>678</b>	<b>966</b>	<b>913</b>	<b>628</b>	<b>1 335</b>	<b>697</b>
<b>Emprunt</b>						
Variation de l'excédent global	-225	-312	670	1	221	-672

K€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Excédent global de clôture (EGC)</b>	<b>2 218</b>	<b>1 905</b>	<b>2 701</b>	<b>2 702</b>	<b>2 924</b>	<b>2 252</b>



- ❑ Malgré un léger creux en milieu de période (2019-2020), les dépenses d'équipement sont relativement stables et financées sans emprunt.
- ❑ Le ralentissement des investissements en 2019 a provoqué une hausse des Excédents Globaux de Clôture, laquelle est effacée en 2022. Les Excédents sont alors ramenés à 2,2 M€ (comme en 2017) ce qui correspond seulement à 72 jours de dépenses.

## Financement de l'investissement : structure moyenne

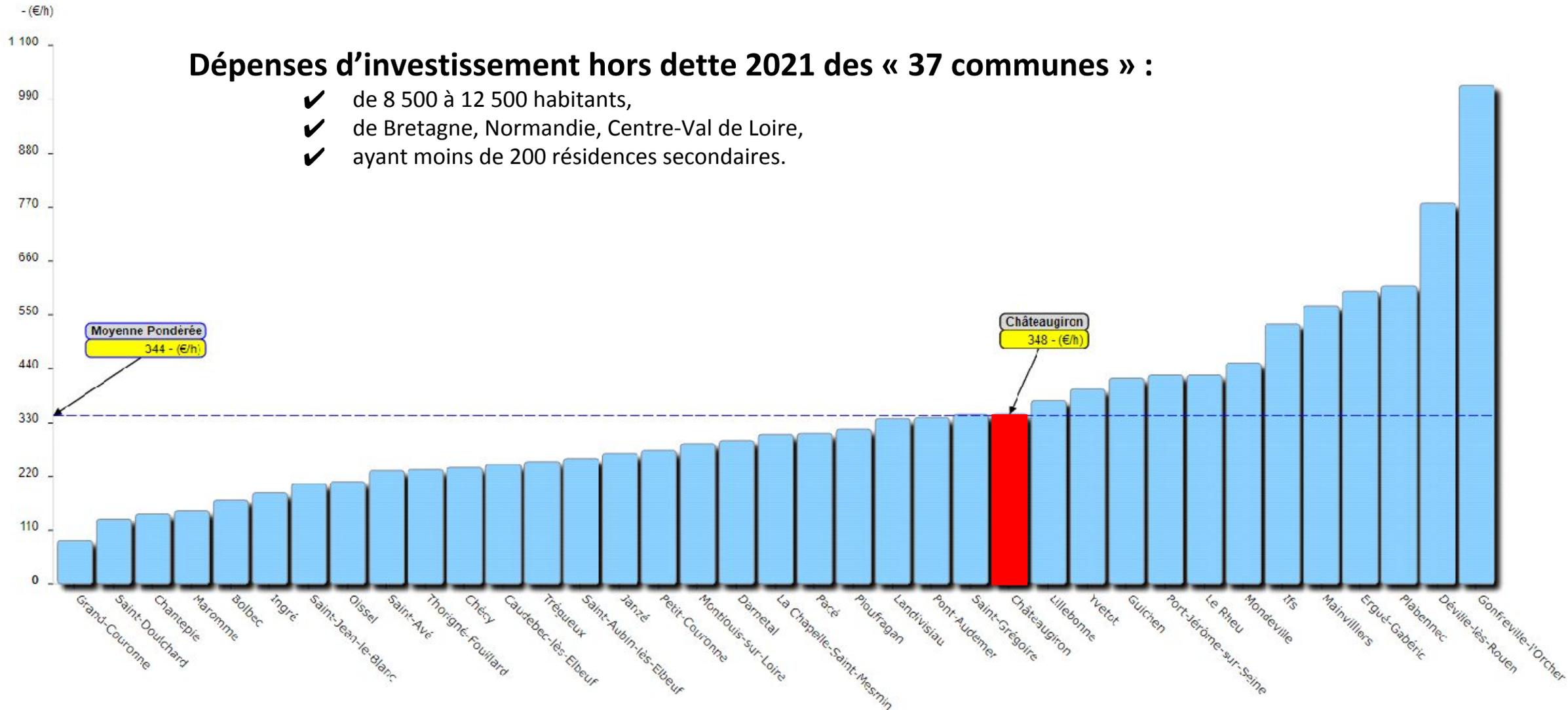
Moyenne 2017/2022	K€	Structure
<b>Dép. d'inv. hs annuité en capital</b>	<b>3 024</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	3 021	99,9%
Dépenses directes d'équipement	2 993	99,0%
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	27	0,9%
Autres dépenses d'inv.	3	0,1%
<b>Financement des investissements</b>	<b>2 971</b>	<b>98,3%</b>
Epargne nette	1 337	44,2%
Ressources propres d'inv. (RPI)	746	24,7%
FCTVA	528	17,5%
Produits des cessions	4	0,1%
Diverses RPI	213	7,1%
Fonds affectés (amendes...)	19	0,6%
Subventions yc DETR / DSIL	870	28,8%
Emprunt		
<b>Variation de l'excédent global</b>	<b>-53</b>	<b>-1,7%</b>

Châteaugiron investit en moyenne 3 M€ d'euros par an et les autofinance à hauteur de 44%.

## Financement de l'investissement : quelques uns des grands projets réalisés

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
<b>20, 21, 23... - Dépenses directes d'équipt</b>	<b>2 973</b>	<b>3 226</b>	<b>2 399</b>	<b>2 763</b>	<b>3 423</b>	<b>3 177</b>	<b>17 960</b>
Amgmt Centre Ville (op°24)	10	81	56	704	1 958	625	<b>3 435</b>
Amgmt Avenue de Piré (op°25)	115	752	94	12			<b>973</b>
Amél° performance énergétique (op°27)	646	311	226	4	4		<b>1 191</b>
Réfection lucarnes du Château (op°28)	49	378	578	298	125	61	<b>1 489</b>
locaux/vestiaires foot (op°30)	39	189	193	16			<b>437</b>
Ext° salle de la Gironde (op°31)		17	57	29	194	719	<b>1 017</b>
Pôle enfance/jeunesse culture Ossé (op°32)	678	342	46				<b>1 065</b>
Amgmt parking centre ville La Laiterie (op°40)					277	23	<b>300</b>
Autres opérations d'équipement	1 436	1 157	1 149	1 701	863	1 658	<b>7 964</b>

## Les investissements « chez les autres »



L'investissement de Châteaugiron en 2021 représentait 348 €/hab. comme **la moyenne**.

## 3.4

### Charges de fonctionnement

## Charges de fonctionnement

K€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Charges à caractère général	2 060	2 082	2 053	1 895	2 157	2 383
Charges de personnel	3 618	3 617	3 704	3 721	4 063	4 451
Autres charges de gest° courante	848	796	819	816	828	838
<b>Charges fct courant</b>	<b>6 527</b>	<b>6 494</b>	<b>6 576</b>	<b>6 433</b>	<b>7 049</b>	<b>7 672</b>
Charges exceptionnelles larges *	5	6	5	8	12	2
<b>Charges fct hs intérêts</b>	<b>6 532</b>	<b>6 501</b>	<b>6 580</b>	<b>6 442</b>	<b>7 061</b>	<b>7 674</b>

\* y compris frais financiers hors intérêts (66 - 6611)

Evolution nominale	Moy.	2018	2019	2020	2021	2022
Charges à caractère général	3,0%	1,0%	-1,4%	-7,7%	13,8%	10,5%
Charges de personnel	4,2%	0,0%	2,4%	0,5%	9,2%	9,5%
Autres charges de gest° courante	-0,2%	-6,2%	2,9%	-0,3%	1,4%	1,3%
<b>Charges fct courant</b>	<b>3,3%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>1,3%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>9,6%</b>	<b>8,8%</b>

Ev° réelle (hors inflation)	Moy.	2018	2019	2020	2021	2022
Charges à caractère général	1,0%	-0,6%	-2,2%	-7,9%	12,0%	4,8%
Charges de personnel	2,3%	-1,6%	1,5%	0,3%	7,5%	3,9%
Autres charges de gest° courante	-2,1%	-7,7%	2,0%	-0,5%	-0,2%	-3,9%
<b>Charges fct courant</b>	<b>1,3%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>0,3%</b>	<b>-2,4%</b>	<b>7,8%</b>	<b>3,3%</b>
<i>Inflation budgétaire</i>	<b>1,9%</b>	1,6%	0,9%	0,2%	1,6%	5,4%

Les **charges courantes** progressent au rythme moyen de **+3,3% par an**. Mais lorsque l'inflation ressurgit, il faut évaluer l'évolution sans son effet, on parle alors d'évolution réelle, elle est ici de **+1,3% en réel**.

Les charges progressent plus rapidement en fin de période, mais la lisibilité de leur variation interannuelle est très fortement détériorée par la crise sanitaire qui avait fait diminuer les dépenses en 2020.

la progression des charges de personnel est la plus dynamique : **+2,3% en moyenne**.

Ces progressions de charges qui pourraient paraître fortes à certains doivent être mises en perspective de la progression rapide de la population de la ville (869 habitants d'après l'INSEE entre 2017 et 2022).

## Charges de fonctionnement

K€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Charges à caractère général</b>	<b>2 060</b>	<b>2 082</b>	<b>2 053</b>	<b>1 895</b>	<b>2 157</b>	<b>2 383</b>
Energie : élec + gaz	259	281	284	241	254	334
Alimentation	120	136	148	114	133	158
Entretien et reparations	501	479	434	374	409	354
<i>Terrains</i>	62	44	75	67	55	66
<i>Bâtiments</i>	135	115	58	68	89	57
<i>Voies/réseaux</i>	104	102	68	81	120	94
<i>Matériel roulant</i>	34	31	32	36	40	42
<i>Autres biens mobiliers</i>	39	39	42	39	36	33
<i>Maintenance</i>	127	147	159	84	69	63
Fournitures petit équipement	78	68	84	73	162	225
<i>Travaux en régie</i>	46	36	48	36	88	117
<i>solde fournitures petit équiptt</i>	32	33	37	36	75	108
Solde charges à caractère général	1 103	1 117	1 102	1 093	1 198	1 312

évolution réelle	Moy.	2018	2019	2020	2021	2022
énergie : élec + gaz	3,3%	6,8%	0,4%	-15,2%	3,7%	24,6%
Alimentation	3,6%	11,2%	7,8%	-23,0%	14,4%	12,8%
Entretien et reparations	-8,5%	-5,7%	-10,3%	-14,0%	7,6%	-17,9%
Fournitures petit équipement	21,2%	-13,8%	22,2%	-13,7%	119,4%	31,4%
Solde charges à caractère général	1,6%	-0,3%	-2,2%	-1,1%	7,9%	3,9%
<i>Inflation budgétaire</i>	<b>1,9%</b>	1,6%	0,9%	0,2%	1,6%	5,4%

- ❑ Comme c'est souvent le cas, les charges d'énergie ont fortement progressé en 2022, mais l'impact de cette progression est pour l'instant contenu grâce au fait qu'elles ne représentent pour l'instant que 4% des charges de fonctionnement et que leur hausse est limitée +25% hors inflation en 2022 (+50 K € par rapport à 2019, avant crise).
- ❑ Les dépenses d'alimentation progressent à un rythme légèrement plus élevé (+3,6 % par an).
- ❑ La hausse des dépenses en fournitures de petits équipements compense les baisses en matière de dépenses d'entretien et réparation.
- ❑ Les autres charges à caractère général évoluent à un rythme moyen plus modéré de +1,6 % par an hors inflation.

## 3.5

### Produits de fonctionnement

## Produits de fonctionnement

- ❑ Les produits de fonctionnement courant progressent d'un peu moins de +1% par an hors inflation (+0,9% en réel).
- ❑ Impôts et taxes qui représentent plus de 60% des produits, et dotations et participations (25% ) évoluent en suivant une dynamique légèrement supérieure à +1% par an.
- ❑ Le retour de l'inflation en 2022 a provoqué une érosion du pouvoir d'achat des produits (-0,6%), mais cette érosion aurait été encore plus importante si les autres produits n'avait pas fortement progressé (+9,8%) pour retrouver leur niveau d'avant la crise sanitaire.

K€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits fct courant stricts	8 079	8 240	8 402	8 417	8 923	9 318
<b>Impôts et taxes</b>	<b>5 029</b>	<b>5 087</b>	<b>5 145</b>	<b>5 328</b>	<b>5 673</b>	<b>5 835</b>
<b>Dotations et participations</b>	<b>1 982</b>	<b>2 075</b>	<b>2 158</b>	<b>2 201</b>	<b>2 256</b>	<b>2 332</b>
<b>Autres produits fct courant</b>	<b>1 068</b>	<b>1 079</b>	<b>1 099</b>	<b>888</b>	<b>994</b>	<b>1 151</b>
Produits des services	817	836	873	691	831	928
Produits de gestion	251	243	227	197	163	222
Atténuations de charges	77	92	39	50	26	57
<b>PROD. FCT COURANT</b>	<b>8 155</b>	<b>8 332</b>	<b>8 441</b>	<b>8 467</b>	<b>8 949</b>	<b>9 375</b>
Produits exceptionnels large	115	33	19	96	144	32
<b>PROD. DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>8 270</b>	<b>8 365</b>	<b>8 460</b>	<b>8 563</b>	<b>9 092</b>	<b>9 408</b>

évolution nominale	Moy.	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Produits fct courant stricts</b>	<b>2,9%</b>	2,0%	2,0%	0,2%	6,0%	4,4%
Impôts et taxes	3,0%	1,1%	1,1%	3,6%	6,5%	2,9%
Dotations et participations	3,3%	4,7%	4,0%	2,0%	2,5%	3,4%
Autres produits fct courant	1,5%	1,0%	1,9%	-19,2%	12,0%	15,8%
<b>Atténuations de charges</b>	<b>-5,8%</b>	20,4%	-58,3%	30,4%	-48,6%	n.s.
<b>PROD. FCT COURANT</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,2%</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,3%</b>	<b>5,7%</b>	<b>4,8%</b>

évolution réelle	Moy.	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Produits fct courant stricts</b>	<b>1,0%</b>	0,4%	1,1%	0,0%	4,3%	-0,9%
Impôts et taxes	1,1%	-0,4%	0,2%	3,3%	4,8%	-2,4%
Dotations et participations	1,4%	3,0%	3,1%	1,8%	0,9%	-1,9%
Autres produits fct courant	-0,4%	-0,6%	1,0%	-19,4%	10,2%	9,8%
<b>Atténuations de charges</b>	<b>-7,6%</b>	18,5%	-58,7%	30,1%	-49,4%	n.s.
<b>PROD. FCT COURANT</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,1%</b>	<b>4,0%</b>	<b>-0,6%</b>

<i>Inflation budgétaire</i>	<b>1,9%</b>	1,6%	0,9%	0,2%	1,6%	5,4%
-----------------------------	-------------	------	------	------	------	------

## Produits de fonctionnement

K€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Impôts et taxes</b>	<b>5 029</b>	<b>5 087</b>	<b>5 145</b>	<b>5 328</b>	<b>5 673</b>	<b>5 835</b>
Contributions directes	3 438	3 576	3 744	3 924	4 065	4 304
Dotation communautaire reçue	752	689	663	643	770	770
AC reçue	423	412	412	412	412	412
DSC reçue	329	276	250	230	358	358
Taxe sur les pylônes électriques	23	24	24	25	26	27
Taxe additionnelle DMTO	406	449	482	502	616	590
Reversement FNGIR	64	64	64	64	64	64
Solde impôts et taxes	346	286	168	170	133	81
<b>Dotations et participations</b>	<b>1 982</b>	<b>2 075</b>	<b>2 158</b>	<b>2 201</b>	<b>2 256</b>	<b>2 332</b>
DGF	1 457	1 562	1 640	1 673	1 694	1 712
Fonds de péréquation divers	8	7				
Compensations fiscales	98	98	105	109	122	129
FCTVA fct	21	10	10	6	21	16
Solde participations diverses	398	399	403	413	419	476
<b>Autres produits fct courant</b>	<b>1 068</b>	<b>1 079</b>	<b>1 099</b>	<b>888</b>	<b>994</b>	<b>1 151</b>
Produits des services	817	836	873	691	831	928
Produits de gestion	251	243	227	197	163	222
<b>Atténuations de charges</b>	<b>77</b>	<b>92</b>	<b>39</b>	<b>50</b>	<b>26</b>	<b>57</b>
<b>PROD. FCT COURANT</b>	<b>8 155</b>	<b>8 332</b>	<b>8 441</b>	<b>8 467</b>	<b>8 949</b>	<b>9 375</b>

Inflation

### évolution réelle

Moy.	2018	2019	2020	2021	2022
<b>1,1%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>0,2%</b>	<b>3,3%</b>	<b>4,8%</b>	<b>-2,4%</b>
<b>2,6%</b>	2,4%	3,8%	4,6%	2,0%	0,5%
<b>-1,4%</b>	-9,9%	-4,6%	-3,3%	18,0%	-5,1%
-2,4%	-4,2%	-0,9%	-0,2%	-1,6%	-5,1%
-0,2%	-17,3%	-10,1%	-8,3%	53,0%	-5,1%
0,9%	0,5%	1,6%	4,5%	0,7%	-2,7%
5,7%	8,7%	6,5%	4,0%	20,7%	-9,1%
-1,9%	-1,6%	-0,9%	-0,2%	-1,6%	-5,1%
-26,6%	-18,7%	-41,7%	0,9%	-23,0%	-42,1%
<b>1,4%</b>	<b>3,0%</b>	<b>3,1%</b>	<b>1,8%</b>	<b>0,9%</b>	<b>-1,9%</b>
1,3%	5,5%	4,1%	1,8%	-0,4%	-4,1%
3,7%	-2,0%	6,7%	3,7%	9,9%	0,4%
-7,7%	-54,5%	4,3%	-43,8%	259,1%	-30,0%
1,7%	-1,3%	0,0%	2,4%	-0,1%	7,7%
<b>-0,4%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>1,0%</b>	<b>-19,4%</b>	<b>10,2%</b>	<b>9,8%</b>
0,7%	0,7%	3,5%	-21,0%	18,4%	6,0%
-4,2%	-4,9%	-7,4%	-13,3%	-18,5%	29,4%
<b>-7,6%</b>	<b>18,5%</b>	<b>-58,7%</b>	<b>30,1%</b>	<b>-49,4%</b>	<b>108,7%</b>
<b>0,9%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,1%</b>	<b>4,0%</b>	<b>-0,6%</b>
<b>1,9%</b>	<b>1,6%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,2%</b>	<b>1,6%</b>	<b>5,4%</b>

Ville de Châteaugiron

# 3.6

## Fiscalité

## Produit fiscal large

K€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produit TH + Compensations TH	1 947	2 043	2 141	2 247	38	32
Produit FB + Compensations FB	1 495	1 548	1 622	1 705	4 040	4 308
Produit FNB + Compensation FNB	76	76	77	76	77	80
<b>Produit ménage yc compensations</b>	<b>3 518</b>	<b>3 667</b>	<b>3 839</b>	<b>4 028</b>	<b>4 154</b>	<b>4 420</b>

structure	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produit TH + Compensations TH	<b>55,3%</b>	55,7%	55,8%	55,8%	0,9%	0,7%
Produit FB + Compensations FB	<b>42,5%</b>	42,2%	42,2%	42,3%	97,2%	97,5%
Produit FNB + Compensation FNB	<b>2,2%</b>	2,1%	2,0%	1,9%	1,8%	1,8%
<b>Produit ménage yc compensations</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

évolution nominale	Moy.	2018	2019	2020	2021	2022
Produit TH + Compensations TH	<b>-56,1%</b>	4,9%	4,8%	4,9%	-98,3%	-16,5%
Produit FB + Compensations FB	<b>23,6%</b>	3,6%	4,8%	5,1%	136,9%	6,7%
Produit FNB + Compensation FNB	<b>0,8%</b>	-1,1%	1,6%	-0,9%	0,7%	3,8%
<b>Produit ménage yc compensations</b>	<b>4,7%</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,7%</b>	<b>4,9%</b>	<b>3,1%</b>	<b>6,4%</b>

évolution réelle	Moy.	2018	2019	2020	2021	2022
Produit TH + Compensations TH	<b>-56,9%</b>	3,3%	3,9%	4,7%	-98,3%	-20,8%
Produit FB + Compensations FB	<b>21,2%</b>	1,9%	3,8%	4,9%	133,2%	1,2%
Produit FNB + Compensation FNB	<b>-1,1%</b>	-2,6%	0,7%	-1,1%	-0,9%	-1,5%
<b>Produit ménage yc compensations</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,8%</b>	<b>4,7%</b>	<b>1,5%</b>	<b>0,9%</b>

<i>Indice d'inflation</i>	<b>1,019</b>	1,016	1,009	1,002	1,016	1,054
---------------------------	--------------	-------	-------	-------	-------	-------

- ❑ Le suivi du produit fiscal large permet d'observer un périmètre de recettes qui n'est pas perturbé par la disparition de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales (produit fiscal + compensations fiscales des exonérations décidées par l'Etat). Seule la part TH sur les résidences secondaires de la TH reste taxée.
- ❑ L'Etat verse en remplacement de cette TH supprimée et des compensations associées, le FB auparavant départemental ainsi qu'un complément de ressources sous forme de FB qui n'est pas payé par les contribuables de la commune (« complément » de 591 K€ en 2021, qui évoluera comme les bases de Foncier Bâti communales, il a été de 647 K€ en 2022).
- ❑ **Le produit fiscal large a progressé de +2,7 % par an au-delà de l'inflation mais la très forte reprise de l'inflation de 2022, a provoqué un ralentissement de son rendement (hors inflation de 0,9%) qui permet malgré tout un maintien du pouvoir d'achat de la fiscalité de Châteaugiron.**
- ❑ **La Ville a maintenu ses taux stables sur la période.**

## Evolution des bases brutes d'imposition

K€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Base brute TH	12 703	13 356	13 943	14 590		
dt TH rés. secondaires	130	177	181	194	222	185
Base brute FB	7 874	8 164	8 554	8 958	9 193	9 757
Base brute FNB	194	195	198	197	198	207

évolution nominale	Moy.	2018	2019	2020	2021	2022
Base brute TH	s.o.	5,1%	4,4%	4,6%	s.o.	s.o.
Base brute FB	4,4%	3,7%	4,8%	4,7%	2,6%	6,1%
Base brute FNB	1,3%	0,4%	1,8%	-0,6%	0,7%	4,1%

évolution physique	Moy.	2018	2019	2020	2021	2022
Base brute TH	s.o.	3,9%	2,1%	3,7%	s.o.	s.o.
Base brute FB	2,8%	2,5%	2,7%	3,6%	2,4%	2,9%
Base brute FNB	-0,4%	-0,8%	-0,4%	-1,8%	0,5%	0,6%

❑ Observer l'évolution des bases brutes fournit habituellement une information qui n'est pas biaisée par les ajustements législatifs (ces derniers modifient en effet souvent les régimes d'exonérations et donc les bases nettes imposées par la commune, mais l'Etat compense la différence). Cependant en 2021, la Taxe d'Habitation est supprimée, il n'y a donc plus de base brute TH.

❑ **La dynamique des bases de Foncier Bâti devient centrale, d'autant que désormais la ville reçoit le produit fiscal de foncier bâti issu du taux qui était antérieurement départemental.**

❑ **Le foncier non bâti ne représente quant à lui pas « grand-chose » (2% des produits).**

❑ **Le FB progresse en moyenne +2,8% au-delà de l'actualisation annuelle des bases (évolution physique), à un rythme annuel particulièrement stable.**

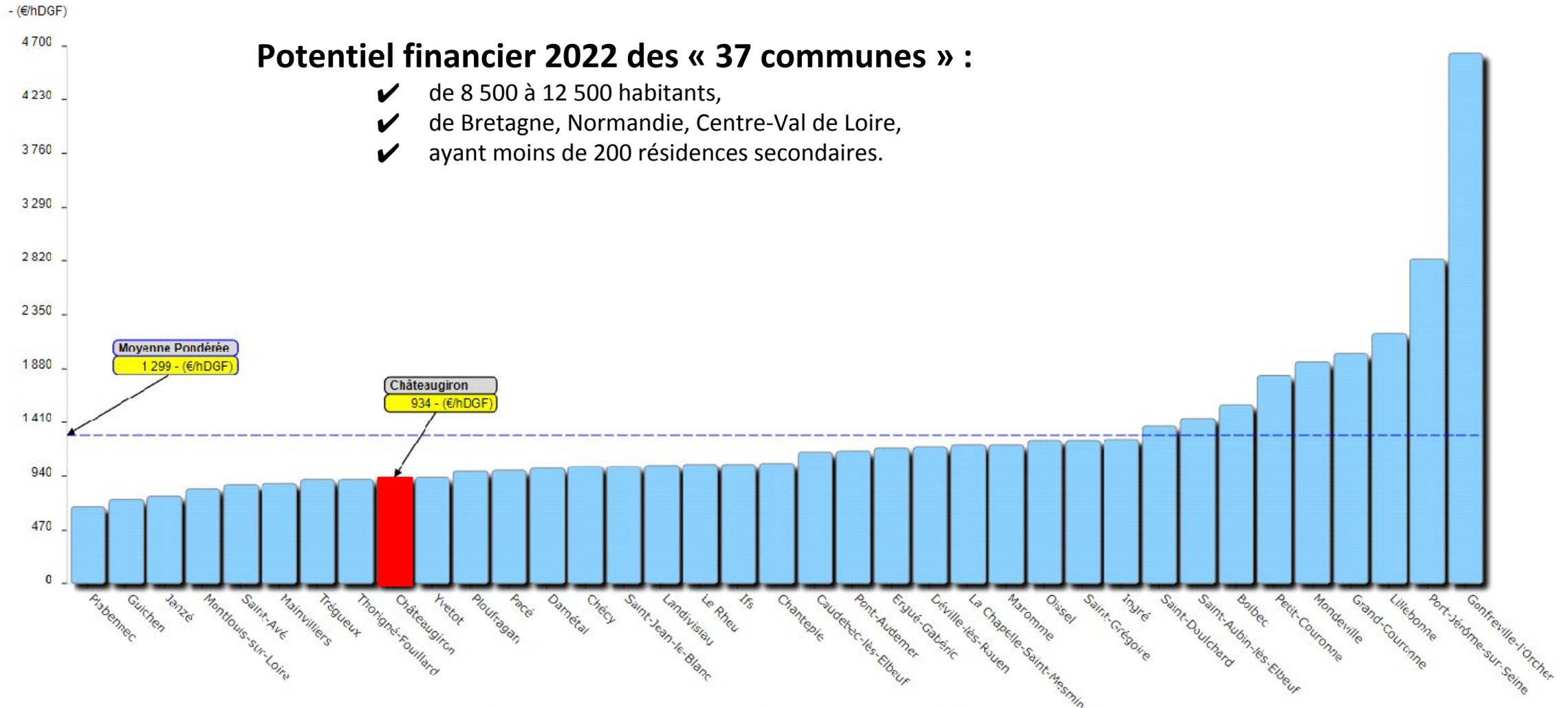
❑ Rappelons que le foncier bâti est dû par les propriétaires des locaux situés sur la commune. La taxe d'habitation sur les résidences secondaires est due par les occupants des logements d'habitation meublés qui n'ont pas été mis en vente récemment (2 ans maximum).

Ville de Châteaugiron

# 3.7

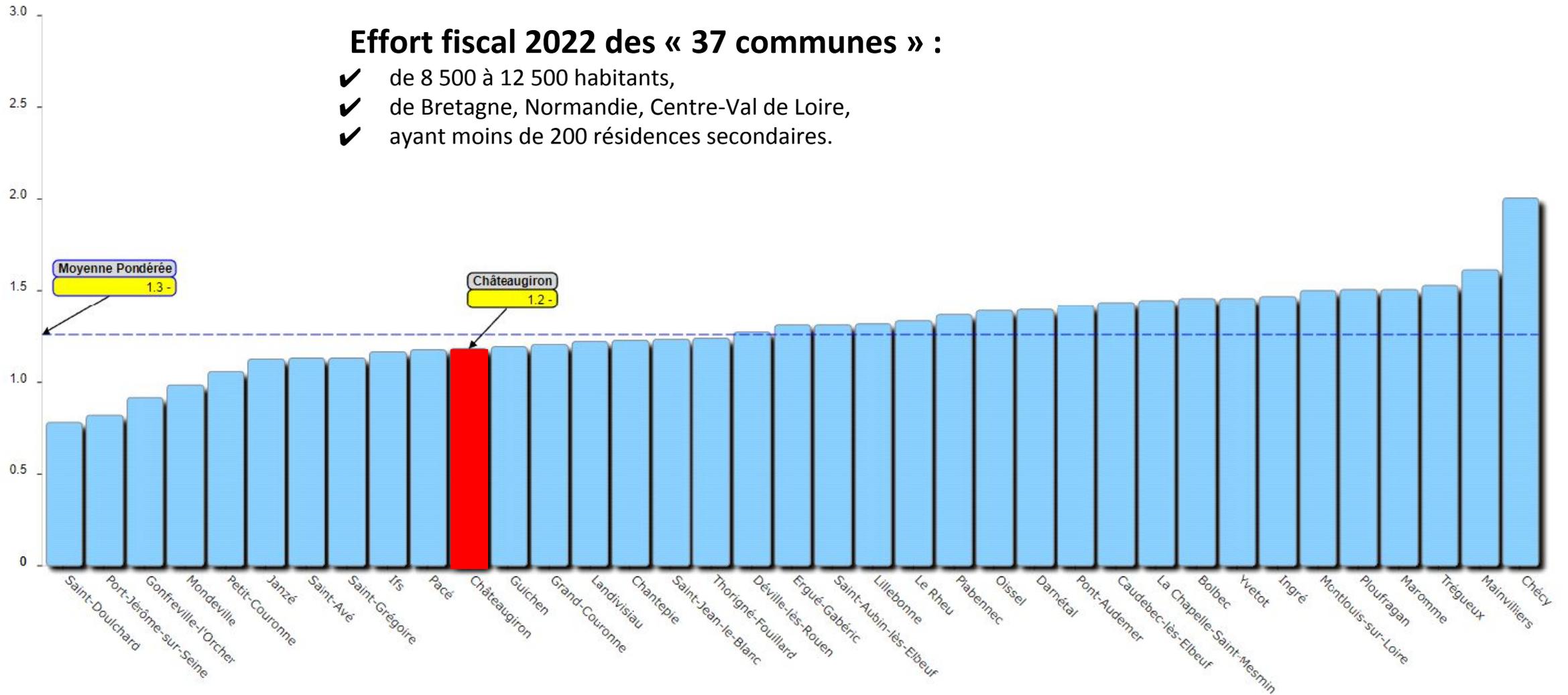
## Dotations

## La capacité de désendettement « chez les autres »



Le potentiel financier est un indicateur censé mesurer la capacité d'une collectivité à mobiliser des ressources. Il est utilisé pour comparer des communes entre elles. Châteaugiron apparaît à ce titre moins bien placée que la plupart des communes (Seuls 8 communes sont plus défavorisées, et Châteaugiron est près de 30% en dessous de la moyenne, moyenne majorée par le fait que 1 voire 2 communes sont nettement plus riches que les autres).

## La capacité de désendettement « chez les autres »



L'effort fiscal mesure quant à lui l'effort mobilisé par la commune pour lever l'impôt (il est légèrement inférieur à la moyenne, une grande majorité de communes ont un effort fiscal supérieur).

## Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

La **DGF de Châteaugiron** est formée de sa Dotation Forfaitaire (DF), de sa Dotation de Solidarité Rurale (DSR) et sa Dotation Nationale de Péréquation (DNP), son **évolution globale Atteint +1,3% par an en réel** :

- ❑ Sa dotation forfaitaire n'a pas diminué en 2017, dernière année de baisse nationale de la DGF au titre de la participation des collectivités au Redressement des Finances Publiques (RFP) car Châteaugiron était une commune nouvelle. Par ailleurs la ville est proche du seuil permettant d'échapper (comme en 2022) au prélèvement au titre du financement de la croissance de la péréquation (DSU/DSR). Quand elle est prélevée elle l'est donc relativement peu.
- ❑ Châteaugiron a franchi les 10 000 habitants en 2019 (perte en droit commun de la DSR), mais étant une commune nouvelle elle bénéficie d'une garantie de sa DSR. Cette garantie avait été exceptionnellement prolongée d'un an en 2022, elle l'est une nouvelle fois en 2023 (575 K€ de recettes annuelles en jeu).
- ❑ La DNP, de la ville évolue peu car l'enveloppe nationale est presque stable depuis longtemps.
- ❑ Les critères d'éligibilité de la DSU ne permettent pas d'espérer que Châteaugiron recevra la DSU .

POPULATION DGF						
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Population totale	9 677	9 809	10 052	10 219	10 384	10 546
Résidences secondaires	44	47	48	49	42	44
Majoration places de caravane *	32	32	32	16	16	16
<b>Population DGF</b>	<b>9 753</b>	<b>9 888</b>	<b>10 132</b>	<b>10 284</b>	<b>10 442</b>	<b>10 606</b>

(\*) nombre de places x par 2 si la commune est éligible à la DSU ou DSR bourg-centre en n-1

DGF						
K€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dotation forfaitaire (DF)	895	908	932	939	946	961
Effet variation de population	26	13	24	15	15	16
Effet prélèvement péréquation				-8	-9	
Contribution RFP						
<b>+ Dot° aménagement (DSU, DSR, DNP)</b>	<b>562</b>	<b>653</b>	<b>708</b>	<b>734</b>	<b>748</b>	<b>751</b>
dont DSU						
dont DSR	470	543	575	575	575	575
dont DNP	92	110	132	159	173	175
<b>= DGF (A)</b>	<b>1 457</b>	<b>1 562</b>	<b>1 640</b>	<b>1 673</b>	<b>1 694</b>	<b>1 712</b>

évolution nominale	Moy.	2018	2019	2020	2021	2022
Dotation forfaitaire (DF)	1,4%	1,5%	2,6%	0,7%	0,7%	1,7%
Dot° aménagement (DSU, DSR, DNP)	6,0%	16,4%	8,3%	3,7%	1,9%	0,3%
<b>DGF</b>	<b>3,3%</b>	<b>7,2%</b>	<b>5,0%</b>	<b>2,0%</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,1%</b>

évolution réelle	Moy.	2018	2019	2020	2021	2022
Dotation forfaitaire (DF)	-0,5%	-0,1%	1,7%	0,5%	-0,9%	-3,5%
Dot° aménagement (DSU, DSR, DNP)	4,0%	14,5%	7,4%	3,5%	0,3%	-4,8%
<b>DGF</b>	<b>1,3%</b>	<b>5,5%</b>	<b>4,1%</b>	<b>1,8%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-4,1%</b>

<i>Inflation</i>	1,9%	1,6%	0,9%	0,2%	1,6%	5,4%
------------------	------	------	------	------	------	------

Ville de Châteaugiron

## 3.8

### Synthèse rétrospective

## Situation financière synthétique

- ❑ **Les marges d'épargne de Châteaugiron sont globalement stables** de 2017 à 2022 avec des années meilleures pendant la crise sanitaire comme c'est le cas le plus souvent (fermeture des services publics déficitaires).
- ❑ L'encours de la dette est en diminution régulière ainsi **capacité de désendettement est en amélioration constante**, toujours très bonne elle est désormais même excellente.
- ❑ Ces résultats ont été obtenus avec une **pression fiscale stable** votée par la mairie.
- ❑ La création de la commune nouvelle a permis de pérenniser pendant quelques années les recettes de **dotations de solidarité rurale** du territoire (575 K€ par an), tout au moins jusqu'en 2023, mais peut-être plus par la suite ce qui réduirait fortement les marges d'autofinancement de Châteaugiron.
- ❑ **L'investissement se situe à 3 M€ d'euros** en moyenne par an.
- ❑ Bien que légèrement moins riche que les communes de taille comparable du grand ouest, les investissements sont à un niveau égal à la moyenne et la commune est relativement moins endettée que les autres.

# 4-

## Hypothèses prospectives 2023 – 2028

## Données économiques et financières nationales

Le scénario économique retenu est celui proposé par l'Etat dans la loi de programmation des finances publiques présentée l'été 2022. Il n'y a pas eu depuis de scénario officiel national :

- ❑ La reprise se poursuit (mais le Produit Intérieur Brut +1% progresse moins fortement en 2023 après la forte reprise post crise sanitaire et avec la crise des matières premières induite par la crise énergétique) : croissance économique à +6,8% en 2021 et +2,7% en 2022 après les -8% de 2020), puis la croissance atteint +1,6% en 2024 et « accélère » très lentement vers +1,8 % à compter de 2027.
- ❑ Au contraire l'inflation après avoir atteint +5,3% en 2022, redescend rapidement après l'intervention de la banque centrale européenne (hausse répétées des taux d'intérêt), taux qu'elle remonte graduellement pour contrer l'inflation qui a resurgit : l'inflation est alors à +4,3 % en 2023, +3 % en 2024, +2,1 % en 2025, puis +1,75 % par an.
- ❑ « Stabilité » nationale des dotations, et modalités de répartition inchangées. Notons que l'Etat a légèrement abondé l'enveloppe nationale de DGF 2023 de +320 M€ (hausse de +1,2%, mais baisse de -4,1% une fois l'inflation 2023 déduite).
- ❑ Aucune nouvelle contribution au redressement des finances publiques (mais la reprise de l'inflation conduit à imposer une contribution implicite, car dès lors où l'enveloppe nationale ne tient pas compte de l'inflation, cela signifie que les montants reçus subissent une perte de pouvoir d'achat). Pas de nouvelle réforme des systèmes de répartition actuels des dotations.
- ❑ Pas de nouvelle mesure de reconduction exceptionnelle des dispositifs des communes nouvelles à compter de 2024.
- ❑ L'actualisation des bases fiscales reste indexée sur l'évolution des prix de novembre n-1/n-2 (IPCH), avec une forte hausse en 2023 (+7,1% à cause de la reprise de l'inflation en 2022 (effet rattrapage)).

## Bases d'imposition

- ❑ **Taxe d'habitation** résiduelle sur les résidences secondaires après suppression de la TH sur les résidences principales en 2021 :  
Evolution physique de **+0 %** .
  
- ❑ **Foncier bâti** : Evolution physique moyenne prudente de **+2,5% par an**.
  
- ❑ Comme les bases résiduelles de taxe d'habitation (les résidences secondaires), les bases de **Foncier Non Bâti** :  
Supposées stables hors actualisation des bases (**+0% par an**).

## Charges de fonctionnement hors intérêts

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>Charges à caractère général (011)</b>	<b>2 827</b>	<b>2 656</b>	<b>2 736</b>	<b>2 809</b>	<b>2 884</b>	<b>2 960</b>
Evol. nominale	18,7%	-6,1%	3,0%	2,7%	2,7%	2,7%
énergie : élec + gaz	668	401	413	425	436	448
Evol. nominale	100,0%	-40,0%	3,1%	2,8%	2,8%	2,8%
Alimentation	201	222	228	235	241	248
Evol. nominale	27,6%	10,0%	3,1%	2,8%	2,8%	2,8%
Entretien et réparations	366	381	392	403	414	426
Evol. nominale	3,4%	4,0%	3,1%	2,8%	2,8%	2,8%
Fournitures petit équipement	235	242	247	251	255	260
Evol. nominale	4,3%	3,0%	2,1%	1,8%	1,8%	1,7%
<b>Solde charges à caractère général</b>	<b>1 357</b>	<b>1 412</b>	<b>1 455</b>	<b>1 495</b>	<b>1 536</b>	<b>1 579</b>
Evol. nominale	3,4%	4,0%	3,1%	2,8%	2,8%	2,8%
<b>Charges de personnel (012)</b>	<b>4 718</b>	<b>4 906</b>	<b>5 058</b>	<b>5 197</b>	<b>5 340</b>	<b>5 487</b>
Evol. nominale	6,0%	4,0%	3,1%	2,8%	2,8%	2,8%
<b>Autres charges de gestion courante (65)</b>	<b>867</b>	<b>902</b>	<b>930</b>	<b>955</b>	<b>982</b>	<b>1 009</b>
Evol. nominale	3,4%	4,0%	3,1%	2,8%	2,8%	2,8%
<b>Charges fct courant strictes</b>	<b>8 412</b>	<b>8 464</b>	<b>8 724</b>	<b>8 962</b>	<b>9 206</b>	<b>9 456</b>
<b>Atténuations de produits (014)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Charges fct courant</b>	<b>8 412</b>	<b>8 464</b>	<b>8 724</b>	<b>8 962</b>	<b>9 206</b>	<b>9 456</b>
<b>Charges exceptionnelles larges</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Total charges fct hs intérêts</b>	<b>8 417</b>	<b>8 469</b>	<b>8 729</b>	<b>8 967</b>	<b>9 211</b>	<b>9 461</b>
Evol. nominale	9,7%	0,6%	3,1%	2,7%	2,7%	2,7%

Le tableau ci-contre correspond à une progression annuelle moyenne **charges courantes de +3,4% par an**, et seulement +1% hors inflation. Il n'y a pas de fonctionnement induit pris en compte au titre du programme pluriannuel des investissements proposé.

- Charges à caractère général +3,7 % par an en moyenne. Hausse tenant compte de l'énergie en hausse de +100% en 2023 (+334 K€), notamment car les fournisseurs vendent l'énergie stockée acquise à des prix élevés. Les prix mondiaux du gaz étant redescendus sous leur niveau d'avant le début de la crise ukrainienne, il est fait l'hypothèse que l'énergie diminuerait de -40% en 2024 (en hausse de plus de +40% par rapport à 2019 quand la dépense n'était que de 280 K€).
- Les charges à caractère général et gestion courante non détaillées progressent de +3,4% en 2023 après maîtrise.
- Personnel en hausse de +6 % en 2023, hausse incluant :
  - revalorisation point d'indice de +3,5% juillet 2022 (hausse supplémentaire d'environ 75 K€ sur 6 mois, +1,75% / 2022).
  - Avancements, ancienneté, grades, régime indemnitaire : 0 K€
  - Créations postes : état civil, communication, services techniques / urbanisme, direction enfance jeunesse, apprenti bâtiments/ manifestations culturelles, remplacement agents : +151 K€.
- Les années suivantes les charges progressent de moins en moins vite, à un rythme supérieur de +1% à l'inflation.

## Produits de fonctionnement divers

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>Produits des services (70)</b>	<b>971</b>	<b>1 000</b>	<b>1 021</b>	<b>1 039</b>	<b>1 057</b>	<b>1 075</b>
Evol. nominale	4,5%	3,0%	2,1%	1,8%	1,8%	1,8%
<b>Impôts et taxes divers (autres 73)</b>	<b>1 844</b>	<b>1 450</b>	<b>1 452</b>	<b>1 454</b>	<b>1 456</b>	<b>1 458</b>
Evol. nominale	20,4%	-21,4%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%
Attribution de compensation reçue	412	412	412	412	412	412
Dotation Solid. Ctaire reçue	756	358	358	358	358	358
Reversement FNGIR	64	64	64	64	64	64
Taxe sur les pylônes électriques	28	29	29	30	30	31
Evol. nominale	4,3%	3,0%	2,1%	1,8%	1,8%	1,8%
Taxe additionnelle DMTO	500	500	500	500	500	500
Evol. nominale	-15,2%					
Taxe d'électricité	83	86	87	89	91	92
Evol. nominale	4,3%	3,0%	2,1%	1,8%	1,8%	1,8%
Solde impôts et taxes divers	2	2	2	2	2	2
<b>Participations diverses (autres 74)</b>	<b>435</b>	<b>448</b>	<b>457</b>	<b>465</b>	<b>473</b>	<b>481</b>
Evol. nominale	-11,4%	2,9%	2,0%	1,7%	1,7%	1,7%
<b>Produits de gestion (75)</b>	<b>239</b>	<b>246</b>	<b>251</b>	<b>256</b>	<b>260</b>	<b>265</b>
Evol. nominale	7,5%	3,0%	2,1%	1,8%	1,8%	1,8%
<b>Prod. fct courant stricts divers</b>	<b>3 489</b>	<b>3 143</b>	<b>3 181</b>	<b>3 213</b>	<b>3 246</b>	<b>3 280</b>
<b>Atténuations de charges (013)</b>	<b>50</b>	<b>52</b>	<b>53</b>	<b>54</b>	<b>54</b>	<b>55</b>
Evol. nominale	-11,9%	3,0%	2,1%	1,8%	1,8%	1,8%
<b>Produits fct courant divers</b>	<b>3 539</b>	<b>3 195</b>	<b>3 234</b>	<b>3 267</b>	<b>3 301</b>	<b>3 335</b>
<b>Produits exceptionnels larges</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>25</b>
<b>Produits fct divers</b>	<b>3 564</b>	<b>3 220</b>	<b>3 259</b>	<b>3 292</b>	<b>3 326</b>	<b>3 360</b>
Evol. nominale	9,3%	-9,7%	1,2%	1,0%	1,0%	1,0%

Au global **les produits divers progressent peu, de seulement +0,5 % par an.**

- Les produits de services évoluent de +4,5% en 2023 et les produits de gestion courante de +7,5%. Les années suivantes ils progressent comme l'inflation.
- L'attribution de compensation versée par la communauté est figée à 412 K €, il en va de même du fonds de garantie FNGIR.
- La DSC est majorée exceptionnellement en 2023 pour accompagner les communes membres de la communauté à faire face à la hausse du prix de l'énergie. Cette majoration est financée par une remontée exceptionnelle des fonds de concours communautaires en fonctionnement.
- Les droits de mutation sont réduits de -15% à 500 K€ par an, ce qui les ramène à leur niveau de 2019. La baisse prise en compte en raison de la crise annoncée imminente du marché de l'immobilier est modérée par les perspectives de développement de la commune, ce qui permettrait d'en réduire la baisse.
- Taxe sur les pylônes et taxe d'électricité évoluent comme l'inflation.
- Les participations diverses, dont les participations de la CAF évoluent de façon prudente comme l'inflation une fois déduite des versements 2022 qui ne seront pas reconduits à compter de 2023.
- Les atténuations de charges de personnel estimées à 50 K€ en 2023 évoluent ensuite comme l'inflation.

*En 2021, une hausse des recettes périscolaires pour revenir au niveau sans confinement est prise en compte.*

## La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

La population DGF, prise en compte pour calculer la DGF, à savoir la population totale majorée d'un habitant par résidences secondaires, progresse de 150 habitants par an.

POPULATION DGF

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Population totale	10 546	10 808	10 958	11 108	11 258	11 408	11 558
Résidences secondaires	44	45	45	45	45	45	45
Majoration places de caravane *	16	16	16	16	16	16	16
<b>Population DGF</b>	<b>10 606</b>	<b>10 869</b>	<b>11 019</b>	<b>11 169</b>	<b>11 319</b>	<b>11 469</b>	<b>11 619</b>

Au niveau national :

**Les hypothèses n'intègrent pas de nouvelle baisse générale des dotations pour redresser les finances publiques nationales** comme cela avait été le cas de 2014 à 2017.

La stabilité nationale de la dotation globale de fonctionnement quand l'inflation est de retour n'est pas favorable et représente pour l'Etat une économie.

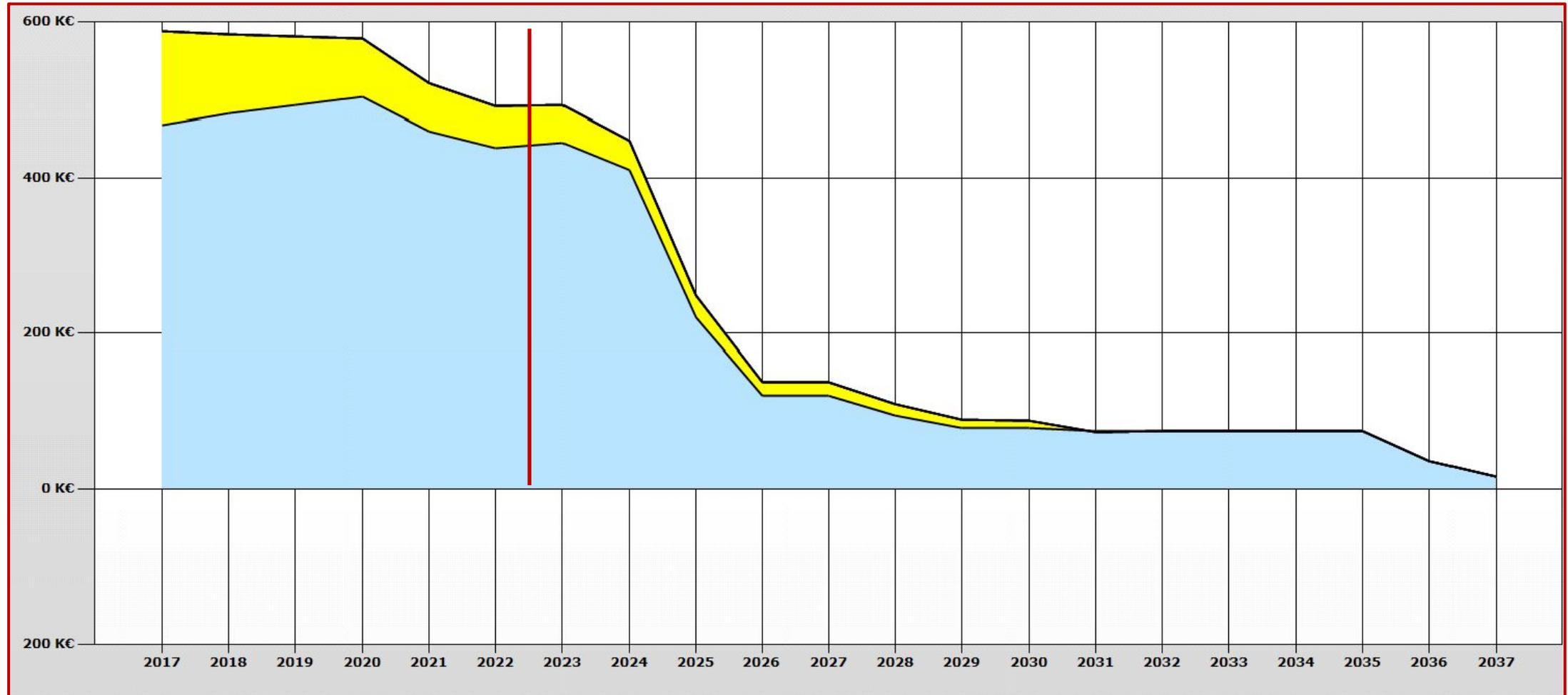
Un point est particulièrement important :

la simulation prospective initiale est construite en supposant que l'Etat ne reconduira pas de garantie exceptionnelle de maintien de la Dotation de Solidarité Rurale au-delà de 2023 pour les communes nouvelles, garantie dont Châteaugiron est bénéficiaire jusque là malgré le franchissement du seuil de population (10 000 hab.) qui fait basculer normalement en éligibilité à la DSU. Mais les critères sociaux communaux ne permettent pas d'espérer bénéficier de la dotation de solidarité urbaine.

**Châteaugiron perdrait pour cette raison 575 K€ de recettes annuelles à compter de 2024** (plus de 6% des produits de fonctionnement).

## Annuité de la dette

Dette ancienne (capital en bleu, intérêts en jaune)



Dette nouvelle à 3,5 % sur 15 ans



## Programme pluriannuel des investissements

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	
<b>Dép. d'éqpt éligibles FCTVA (%)</b>	<b>85,0%</b>	<b>85,0%</b>	<b>85,0%</b>	<b>85,0%</b>	<b>85,0%</b>	<b>85,0%</b>	
<b>Taxe d'aménagement</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>subv° HT %</b>
<b>Subventions et fonds de concours</b>	<b>1 264</b>	<b>1 246</b>	<b>1 797</b>	<b>1 012</b>	<b>1 688</b>	<b>854</b>	<b>854</b>
Extension salle de la Gironde (op°31)	610						59%
Maison Place des Gâtes			80				16%
Réfectoire Le Centaure ext° (op°39)	126						25%
Cuisine Centrale (op°39)	100	500	500				40%
Self La Pince Guerrière (op°39)	25	129	129				20%
Restaurant scolaire (requalif°)							
Orangerie							
Atelier technique	21	229	83				20%
Salle de Gym (const°)	27	33	267	50			40%
Terrain synthétique							
Salle sport Ossé (réfect°)			167	200			40%
Nouvel équipement sportif				25	1 000	500	60%
Salles du séminaire / Tisserands			217	217			36%
Décret tertiaire (amél° énergétique batiments)	83	83	83	83	83	83	40%
ZAC Gd Launay autre éqipt							
Nouvelle école				167	333		20%
Nouveau pôle enfance / jeunesse ???							
Mylab ???							
Autres opérations d'équipement	271	271	271	271	271	271	25%
<b>DETR / DSIL</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	
<b>Produit des cessions</b>				<b>600</b>			

### Recettes d'investissement hors emprunt :

- 85 % dépenses sont supposées éligibles au FCTVA.
- 100 K€ de taxe d'aménagement par an.
- Les subventions perçues affichées ci-contre sont au global à 28,5% du PPI soit à peine inférieures aux 30 % des dépenses hors taxes pour la période achevée 2017-2022.

# 5-

## Résultats prospectifs 2023 – 2028

## Ecran général de test (données en milliers d'euros) : simulation initiale

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>Ev° Taux d'Imposition</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>
<b>Ev°réelle Charges fct courant</b>	<b>3,3 %</b>	<b>5,0 %</b>	<b>-2,5 %</b>	<b>0,8 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>0,9 %</b>
<b>Epargne nette</b>	<b>1 241</b>	<b>1 229</b>	<b>622</b>	<b>544</b>	<b>174</b>	<b>58</b>	<b>-73</b>
<b>Dép Inv. hs Capital</b>	<b>3 252</b>	<b>4 342</b>	<b>6 620</b>	<b>9 375</b>	<b>4 800</b>	<b>5 550</b>	<b>2 550</b>
<b>Emprunt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 130</b>	<b>6 279</b>	<b>1 940</b>	<b>2 348</b>	<b>949</b>

<b>Variables de pilotage</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>
<b>EGC</b>	<b>2 252</b>	<b>1 029</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>
<b>Variation EGC</b>	<b>-672</b>	<b>-1 223</b>	<b>-29</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Encours (31.12)</b>	<b>2 133</b>	<b>1 688</b>	<b>5 408</b>	<b>11 252</b>	<b>12 526</b>	<b>14 087</b>	<b>14 130</b>
<b>Ep brute</b>	<b>1 679</b>	<b>1 674</b>	<b>1 032</b>	<b>978</b>	<b>841</b>	<b>844</b>	<b>834</b>
<b>Encours (31.12) / Ep brute</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>5,2</b>	<b>11,5</b>	<b>14,9</b>	<b>16,7</b>	<b>16,9</b>
<b>EBC</b>	<b>1 703</b>	<b>1 702</b>	<b>1 050</b>	<b>1 130</b>	<b>1 196</b>	<b>1 247</b>	<b>1 293</b>
<b>DSR</b>	<b>575</b>	<b>575</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Ecran général de test (données en milliers d'euros) : simulation initiale

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>Ev° Taux d'Imposition</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>
<b>Ev°réelle Charges fct courant</b>	<b>3,3 %</b>	<b>5,0 %</b>	<b>-2,5 %</b>	<b>0,8 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>0,9 %</b>
<b>Epargne nette</b>	<b>1 241</b>	<b>1 229</b>	<b>622</b>	<b>544</b>	<b>174</b>	<b>58</b>	<b>-73</b>
<b>Dép Inv. hs Capital</b>	<b>3 252</b>	<b>4 342</b>	<b>6 620</b>	<b>9 375</b>	<b>4 800</b>	<b>5 550</b>	<b>2 550</b>
<b>Emprunt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 130</b>	<b>6 279</b>	<b>1 940</b>	<b>2 348</b>	<b>949</b>

Variables de pilotage	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
EGC	2 252	1 029	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Variation EGC	-672	-1 223	-29	0	0	0	0
Encours (31.12)	2 133	1 688	5 408	11 252	12 526	14 087	14 130
Ep brute	1 679	1 674	1 032	978	841	844	834
Encours (31.12) / Ep brute	1,3	1,0	5,2	11,5	14,9	16,7	16,9
EBC	1 703	1 702	1 050	1 130	1 196	1 247	1 293
DSR	575	575	0	0	0	0	0

Les hypothèses décrites précédemment conduisent à une dégradation rapide de l'épargne nette (devenant négative en 2028).

La baisse est particulièrement importante en 2024, ce qui tient à la perte retenue de la Dotation de Solidarité Rurale (DSR à 575 K€ jusqu'en 2023). La minoration induite de l'épargne nette contraint Châteaugiron à recourir à l'emprunt pour financer ses investissements, ce qui induit une montée en puissance de l'annuité des emprunts les années suivantes, et donc davantage encore une dégradation de l'épargne nette, etc...

Le pilotage des finances de la ville ne peut reposer sur l'acceptation de cette dégradation. Les simulations qui suivent détaillent comment une limitation de la progression des charges ou une limitation des investissements peuvent éviter de se trouver dans cette situation. A la fin une combinaison acceptable d'hypothèses de maîtrise des équilibres permettant de garantir la situation financière saine recherchée est proposée.

**La dégradation présentée dans cette première simulation ne correspond donc pas à un choix de gestion des élus, mais à ce qui se produirait si les élus ne maîtrisaient pas la gestion des finances de la ville au moment de la perte de cette recette majeure qui devient probable.**

## Ecran général de test (données en milliers d'euros) : hausse fiscalité

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>Ev° Taux d'Imposition</b>	0,0 %	0,0 %	13,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
<b>Ev°réelle Charges fct courant</b>	3,3 %	5,0 %	-2,5 %	0,8 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %
<b>Epargne nette</b>	1 241	1 229	1 189	1 190	904	876	844
<b>Dép Inv. hs Capital</b>	3 252	4 342	6 620	9 375	4 800	5 550	2 550
<b>Emprunt</b>	0	0	3 563	5 632	1 211	1 529	33

Variables de pilotage	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>EGC</b>	2 252	1 029	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
<b>Variation EGC</b>	-672	-1 223	-29	0	0	0	0
<b>Encours (31.12)</b>	2 133	1 688	4 841	10 068	10 676	11 523	10 799
<b>Ep brute</b>	1 679	1 674	1 599	1 595	1 507	1 559	1 600
<b>Encours (31.12) / Ep brute</b>	1,3	1,0	3,0	6,3	7,1	7,4	6,7
<b>EBC</b>	1 703	1 702	1 617	1 728	1 820	1 897	1 969
<b>DSR</b>	575	575	0	0	0	0	0

Rappelons que :

- ☐ Cette perte de DSR est provoquée par le franchissement du seuil des 10 000 habitants.
- ☐ La commune nouvelle a bénéficié au départ de garanties de DSR, mais le franchissement en 2019 du seuil des 10 000 habitants aurait provoqué la perte de la DSR dès 2022 si deux nouvelles garanties exceptionnelles ponctuelles prolongeant cette recette n'avaient pas été obtenues en loi de finances en 2022 et 2023...

Rien ne permet d'affirmer que la commune continuera longtemps de conserver ses 575 K€ éternellement même si les élus se battent pour.

Faire reposer les choix de gestion sur la pérennisation définitive de cette recette ne serait pas prudent.

Ici est proposée une simulation théorique qui consiste à tester la situation financière qui serait obtenue si, sur l'ensemble de la période, la ville ne perdait pas la DSR. Ce test n'a pas été fait en rétablissant le montant sur la ligne DSR mais sur la ligne « év° des taux d'imposition ». Cela signifie que cette perte de recette est équivalente à 13,5% d'impôts. Il « suffirait » donc d'augmenter la fiscalité de 13,5% pour neutraliser les effets de cette perte de recette de la part de l'Etat.

On aurait pu dire aussi que si la commune doit nécessairement réaliser l'ensemble des investissements projetés et ne peut parvenir à maîtriser davantage l'évolution de son fonctionnement elle n'aurait pas d'autre choix pour préserver une capacité de désendettement acceptable (ici à peine plus de 7 ans en 2026 et 2027 ) que d'augmenter sa fiscalité dès la perte de la recette de DSR. Les simulations suivantes proposent d'agir autrement.

## Ecran général de test (données en milliers d'euros) : maîtrise accrue du fonctionnement

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>Ev° Taux d'Imposition</b>	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
<b>Ev°réelle Charges fct courant</b>	3,3 %	4,0 %	-3,5 %	-0,2 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %
<b>Epargne nette</b>	1 241	1 309	788	822	570	584	600
<b>Dép Inv. hs Capital</b>	3 252	4 342	6 620	9 375	4 800	5 550	2 550
<b>Emprunt</b>	0	0	3 883	6 001	1 544	1 821	276
Surplus de Ch Fct	0	-80	-166	-257	-350	-447	-547

Variables de pilotage	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>EGC</b>	2 252	1 110	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
<b>Variation EGC</b>	-672	-1 142	-110	0	0	0	0
<b>Encours (31.12)</b>	2 133	1 688	5 161	10 740	11 645	12 729	12 177
<b>Ep brute</b>	1 679	1 754	1 198	1 244	1 209	1 322	1 429
<b>Encours (31.12) / Ep brute</b>	1,3	1,0	4,3	8,6	9,6	9,6	8,5
<b>EBC</b>	1 703	1 782	1 216	1 387	1 546	1 694	1 840
<b>DSR</b>	575	575	0	0	0	0	0

Ici la gestion de la crise induite par la perte de la dotation de solidarité rurale dès 2024, est anticipée et gérée dès 2023 en réduisant la progression annuelle des charges de fonctionnement de -1% chaque année par rapport à la progression tendancielle initiale retenue.

L'écran général de test montre qu'après la crise de l'énergie, les charges évoluent moins rapidement que l'inflation : car une évolution réelle inférieure à 0% correspond à une évolution moins rapide que l'inflation.

Rappelons que la population de Châteaugiron a progressé en moyenne de +1,3% par an depuis 2017... Une évolution des charges inférieure à 0% signifie que l'augmentation de personnel ne provoque pas d'augmentation des dépenses. Il s'agit donc d'une hypothèse extrêmement volontariste. Cette maîtrise des charges permet pourtant tout juste à la capacité de désendettement de ne pas dépasser 10 ans, les finances cessent de se dégrader après 2026.

## Ecran général de test (données en milliers d'euros) : baisse des investissements

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>Ev° Taux d'Imposition</b>	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
<b>Ev°réelle Charges fct courant</b>	3,3 %	5,0 %	-2,5 %	0,8 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %
<b>Epargne nette</b>	1 241	1 229	622	750	593	557	571
<b>Dép Inv. hs Capital</b>	3 252	3 342	4 620	6 375	3 800	3 550	2 550
<b>Emprunt</b>	0	0	1 755	3 837	1 009	684	445
Surplus de DI	0	-1 000	-2 000	-3 000	-1 000	-2 000	0

Variables de pilotage	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
EGC	2 252	1 821	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Variation EGC	-672	-431	-821	0	0	0	0
Encours (31.12)	2 133	1 688	3 032	6 558	7 155	7 363	7 309
Ep brute	1 679	1 674	1 032	1 061	1 006	1 032	1 069
Encours (31.12) / Ep brute	1,3	1,0	2,9	6,2	7,1	7,1	6,8
EBC	1 703	1 702	1 050	1 130	1 196	1 247	1 293
DSR	575	575	0	0	0	0	0

Ici un autre levier de maîtrise des finances communales est testé. il s'agit de réduire l'ampleur du programme pluriannuel des investissements.

L'écran général de test montre dans cette simulation théorique une proposition de réduire les investissements de -9 M€, effort de réduction réparti sur 2023 2027.

Malgré l'effort important consenti, la réduction des emprunts nouveaux permet tout juste à la capacité de désendettement de ne pas dépasser le seuil des 7 ans. Seuil aujourd'hui considéré comme traduisant une dégradation moyenne. Cependant il faut s'interroger sur la capacité de la ville à abandonner certains projets pour respecter l'enveloppe ici prise en compte. Même si ces choix restent théoriquement possible il n'en reste pas moins que la dégradation des équilibres reste là.

## Écran général de test (données en milliers d'euros) : efforts « panachés »

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>Ev° Taux d'Imposition</b>	<b>0,0%</b>						
<b>Ev°réelle Charges fct courant</b>	<b>3,3%</b>	<b>4,5%</b>	<b>-3,0%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,4%</b>
Charges fct courant strictes	7 672	8 360	8 351	8 556	8 739	8 925	9 116
Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0
Ch. exceptionnelles larges	2	5	5	5	5	5	5
Annuité de dette	492	493	448	458	813	889	961
Ch. de Fonctionnement larges	8 166	8 858	8 804	9 019	9 556	9 820	10 082
<b>Épargne nette</b>	<b>1 241</b>	<b>1 269</b>	<b>706</b>	<b>820</b>	<b>578</b>	<b>602</b>	<b>627</b>
<b>Dép Inv. hs Capital</b>	<b>3 252</b>	<b>3 342</b>	<b>5 620</b>	<b>8 375</b>	<b>3 800</b>	<b>4 550</b>	<b>2 550</b>
<b>Emprunt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 423</b>	<b>5 350</b>	<b>884</b>	<b>1 151</b>	<b>389</b>
Surplus de Ch Fct	0	-40	-83	-128	-175	-224	-276
Surplus de DI	0	0	-1 000	-1 000	1 000	-1 000	0
<b>Variables de pilotage</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>
EGC	2 252	1 861	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Variation EGC	-672	-391	-861	0	0	0	0
Encours (31.12)	2 133	1 688	3 701	8 705	9 062	9 625	9 376
Ep brute	1 679	1 714	1 116	1 166	1 106	1 190	1 266
Encours (31.12) / Ep brute	1,3	1,0	3,3	7,5	8,2	8,1	7,4
EBC	1 703	1 742	1 133	1 259	1 371	1 472	1 568
DSR	575	575	0	0	0	0	0

L'effort sur la hausse des charges est réduit de -1 % à moins -0,5% par rapport à l'évolution tendancielle initialement retenue.

L'effort sur les investissements est réduit à -4 M€. Le cas échéant il faudrait faire porter les arbitrages sur 4 M€ d'investissements subventionnés à 30 %.

Si les investissements supprimés conduisent à perdre davantage de subvention alors les arbitrages devront porter sur un volume initial d'investissement plus important (et inversement).

La combinaison de ces 2 efforts réduits de moitié par rapport aux simulations précédentes conduit à des finances qui se stabilisent avant la fin de la période. L'épargne nette recommence à progresser dès 2027 et la capacité de désendettement devenue moyenne reste acceptable (à condition d'être par la suite améliorée comme commencé dans cette simulation).

## Tableau d'analyse multicritères

K€	Ch. fct. hs intérêts	DSR	Taux Foncier bâti	EBC	DI hors dette	Ep. nette	Encours (31.12)	Encours (31.12) / Ep. brute
	Evol° nominale moyenne	Montant	Evol°	Montant	Moyenne	Montant	Montant	Valeur
	2022-2028	2024	2024	2028	2023-2028	2028	2028	2028
<b>Sim. 1 : Intiale</b>	3,4%	0	0,0%	1 293	5 540	-73	14 130	16,9
<b>Sim. 2 : Neutralisation perte DSR/fisca</b>	3,4%	0	13,5%	1 969	5 540	844	10 799	6,7
<b>Sim. 3 : dynamique CHF -0,5%</b>	2,4%	0	0,0%	1 840	5 540	600	12 177	8,5
<b>Sim. 4 : baisse DI</b>	3,4%	0	0,0%	1 293	4 040	571	7 309	6,8
<b>Sim. 5 : pilotage "fin"</b>	2,9%	0	0,0%	1 568	4 706	627	9 376	7,4
<i>Rétrospective : 2022</i>	8,7%	575	0,0%	1 703	3 252	1 241	2 133	1,3

La perte de la dotation de solidarité rurale imposera un effort accru de maîtrise des finances de la Ville. Elle ne s'est pas encore produite mais devient probable.

Neutraliser cette perte de recette par une augmentation d'impôts produirait les mêmes effets qu'une maîtrise drastique des charges de fonctionnement ou une réduction importante du programme d'investissements envisagé.

Une combinaison de ces différents leviers traditionnels permettra de maintenir le ratio d'endettement à un niveau moyen sans imposer un effort important sur un seul aspect du budget.

# 6-

## Les budgets annexes

## Les budgets annexes

Châteaugiron dispose de plusieurs budgets annexes.

- ❑ le budget le plus important est le **budget d'assainissement**

Ses charges de fonctionnement sont similaires à celles des années précédentes (102 K€ de charges à caractères générales et 120 K€ de personnel, moins de 3 K€ d'intérêts de la dette). La commune a poursuivi l'étude de schéma directeur en 2022 pour 125 K€.

- ❑ 2 budgets portent sur les **commerces de Saint-Aubin-du-Pavail**

- ❑ Le budget « boulangerie » dont le loyer mensuel est de 608 € depuis mars 2022,

- ❑ L'« auberge » dont le loyer annuel atteint 8,9 K€ et finance notamment les annuités d'emprunt pour 4 K€ mais aussi en particulier en 2022 les travaux de mise au norme de hotte pour 5 K€.

- ❑ Les 5 autres budgets sont des budgets de lotissement, en 2022 les mouvements ont été les suivants :

- ✓ ZAC de l'Yaigne : 125 K€ de charges d'aménagement et en recettes 660 K€ de ventes de terrains et 13 K€ de participations de raccordement,
- ✓ Stade : 30 K€ de charges d'études et aménagement, pas de recettes
- ✓ Courtil d'Ahier 2 : 4 K€ d'études,
- ✓ Bois de Lassy : ni recettes ni dépenses
- ✓ La Croix Chevrel : 6 K€ d'honoraires d'acquisition de terrain

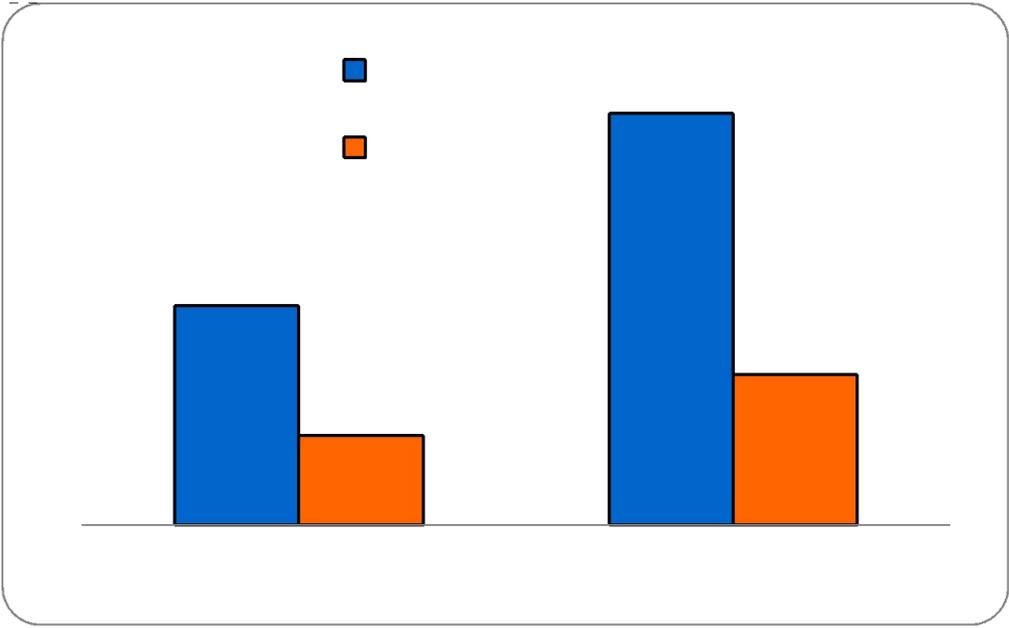
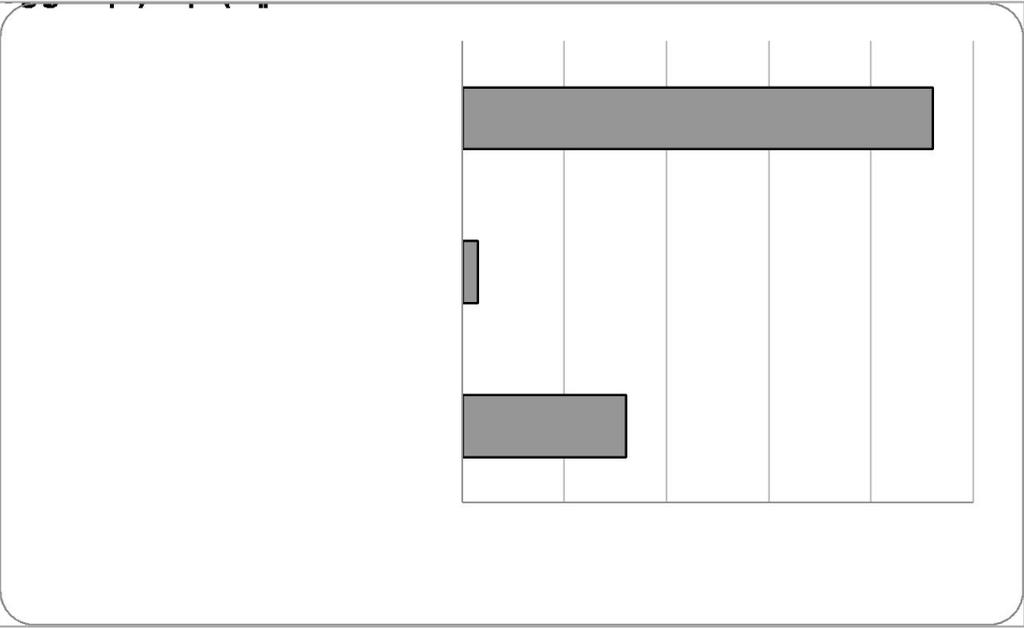
# 7-

## Le personnel communal

# Le personnel communal

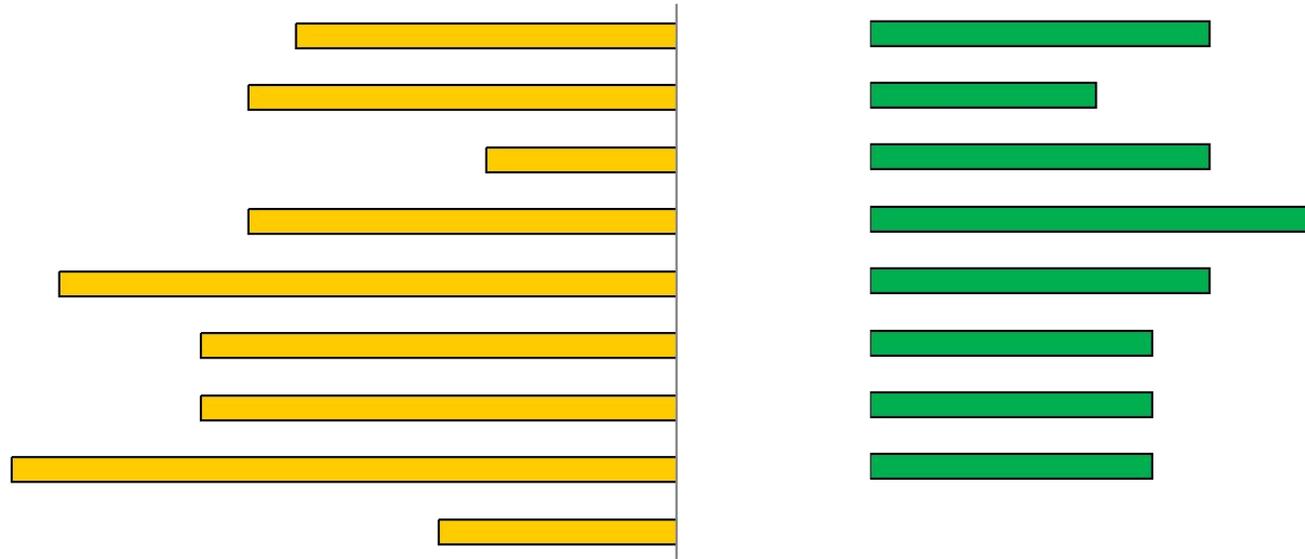
<b>Agents en position d'activité</b>	<b>127</b>
Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	92
Contractuels occupant un emploi permanent	3
Agent n'occupant pas un emploi permanent	32

	<b>Titulaires</b>	<b>Contractuels</b>	
<b>Hommes</b>	32	13	45
<b>Femmes</b>	60	22	82
	<b>92</b>	<b>35</b>	<b>127</b>



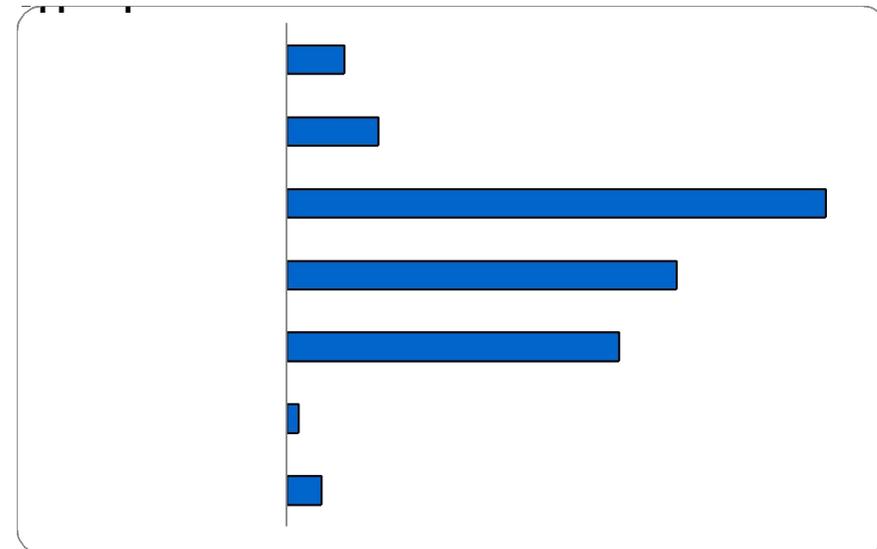
## Le personnel communal

### Répartition des agents par âge :



### Répartition des agents par filière

Sociale	5
Culturelle	8
Technique	47
Animation	34
Administrative	29
Sécurité	1
Apprenti	3
<b>Total</b>	<b>127</b>



## Le personnel communal

- ❑ Les agents à temps complet travaillent 1 607 heures par an.
- ❑ Chaque agent fait l'objet d'un suivi rigoureux des heures effectives de travail par la mise en place d'un tableau de suivi individuel.

Rémunérations	Brut en K€
Traitements indiciaires	2 460,9
Nouvelle bonification indiciaire (N.B.I)	13,1
Régime indemnitaire	450,5
Prime annuelle	55,9
Heures complémentaires	75,0
Heures supplémentaires	13,4
Avantages en nature	6,6
Charges patronales	1 235,5
<b>TOTAL</b>	<b>4 311,0</b>